

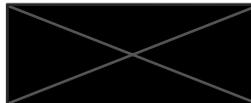


*Le Directeur de cabinet
du Président de la République*

N° PR/DIRCAB/DGS/2022-265

**Lettre recommandée
avec accusé de réception**

M. Alexandre Léchenet



Paris, le 22 juin 2022

*Référence : Dossier 1923995
Pièces jointes : 12 documents*

Monsieur,

En stricte application du jugement rendu par le tribunal administratif de Paris le 27 mai 2022, vous voudrez bien trouver en pièces jointes les documents sollicités.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

Patrick Strzoda

De: AUBERT Fabrice
Envoyé: mardi 19 septembre 2017 14:55
À: Gonle, Jean
Cc: AUBERT Fabrice - Secrétariat
Objet: RE: TR: REUNION AMAZON

Bonjour Jean,
C'est bien noté !
A demain,
Fabrice

De : Gonle, Jean [mailto:gonle@amazon.fr]
Envoyé : mardi 19 septembre 2017 14:51
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Objet : Re: TR: REUNION AMAZON

Je voulais aussi te préciser que mon manager sera présente demain . Il s'agit de Erini Zaferatou, elle dirige les affaires publiques d'Amazon pour l'Europe. Elle parle couramment français. Merci de mettre son nom sur la liste. Je me réjouis de te revoir demain
Jean

Envoyé de mon iPhone

Le 18 sept. 2017 à 16:04, Gonle, Jean <gonle@amazon.fr> a écrit :

C'est parfait alors ! Merci à toi

Envoyé de mon iPhone

Le 18 sept. 2017 à 15:33, AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr> a écrit :

Oui, bien sûr : les journalistes présents assisteront aux discours et il y aura une couverture médias.
Par point presse, j'entends une séance de Q&A en plus.

De : Gonle, Jean [mailto:gonle@amazon.fr]
Envoyé : lundi 18 septembre 2017 14:38
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Objet : Re: TR: REUNION AMAZON

Merci Fabrice
Sur l'aspect presse: on est bien d'accord, le PR s'exprimera devant la presse ? C'est ça le plus important, s'il n'y a pas de questions presse après (ce que tu appelles le point presse je suppose), ce n'est pas grave. À mercredi !
Amicalement
Jean

Envoyé de mon iPhone

Le 18 sept. 2017 à 14:31, AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr> a écrit :

Bonjour Jean

TA-Paris 1923995 - reçu le 18 mars 2022 à 15:35 (date et heure de métropole)

Oui c'est bien prévu de faire un point avec le pôle communication.
J'essaie juste de mettre la main sur l'un de ses membres (le pôle étant très dépeuplé par le voyage présidentiel à l'AGNU).
Après échange avec Sibeth Ndiaye, je peux néanmoins déjà te dire qu'il n'est pas prévu de point presse chez Amazon (même si la délégation emportera quelques journalistes).
Je te tiens au courant,
Bien à toi,
Fabrice

De : AUBERT Fabrice - Secrétariat
Envoyé : lundi 18 septembre 2017 12:12
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Objet : TR: TR: REUNION AMAZON

Fabrce,

En attente de vos instructions.

Carole

Secrétariat de M. Fabrice AUBERT
Conseiller Institutions, Action publique et transition numérique
Présidence de la République
+33.1.42.92.77.66
<image001.png>

De : Gonle, Jean [<mailto:gonle@amazon.fr>]
Envoyé : lundi 18 septembre 2017 12:09
À : AUBERT Fabrice - Secrétariat <secretariat.aubert@elysee.fr>
Objet : Re: TR: REUNION AMAZON

Merçi

Si je puis me permettre il serait important qu'il y ait aussi quelqu'un de l'équipe presse, nous venons avec nos responsable de la presse.
J'ai vu que vous avez aussi envoyé l'email de confirmation par la boîte de Sylvain Fort, est ce qu'il sera présent?
D'avance merci
Bien cordialement
Jean

Envoyé de mon iPhone

Le 18 sept. 2017 à 10:12, AUBERT Fabrice - Secrétariat <secretariat.aubert@elysee.fr> a écrit :

Bonjour Monsieur,

Fabrice Aubert vous recevra avec Monsieur
Rodrigue FURCY, Chef de Cabinet Adjoint.

Bien cordialement,

Secrétariat de M. Fabrice AUBERT

Conseiller Institutions, Action publique et transition
numérique
Présidence de la République
+33.1.42.92.77.66
<image001.png>

De : Gonie, Jean [mailto:gonie@amazon.fr]
Envoyé : vendredi 15 septembre 2017 20:20
À : AUBERT Fabrice - Secrétariat
<secretariat.aubert@elysee.fr>
Objet : Re: TR: REUNION AMAZON

Merci

Je serai accompagné de Julie Pallard, responsable
de la presse et Stanislas Bosch Chomont, en charge
des affaires publiques dans mon équipe.
Qui sera présent aux côtés de Fabrice ? Merci
Bien cordialement
Bon week-end
Jean Gonlé

Envoyé de mon iPhone

Le 15 sept. 2017 à 18:36, AUBERT Fabrice -
Secrétariat <secretariat.aubert@elysee.fr> a écrit :

Monsieur,

Comme suite à notre conversation
téléphonique de ce jour, Je vous
confirme que M. Fabrice AUBERT
vous recevra le mercredi 20
septembre 2017 à 14h30 dans son
bureau situé au 55 rue du Faubourg
Saint Honoré, Paris 8^{ème}.

Je vous remercie de nous
communiquer le nom des
personnes vous accompagnant.

Bon week-end,

Secrétariat de M. Fabrice AUBERT
Conseiller Institutions, action
publique et transition numérique
Présidence de la République
01 42 92 77 66
secretariat.aubert@elysee.fr

De: AUBERT Fabrice
Envoyé: vendredi 15 septembre 2017 17:15
À: AUBERT Fabrice - Secrétariat
Objet: RE : Réunion AMAZON

Oui mardi ou mercredi avec Nathalie Baudon
+ Rodrigue Furcy s il le souhaite

----- Message d'origine -----

De : AUBERT Fabrice - Secrétariat <secretariat.aubert@elysee.fr>
Date : 15/09/2017 16:49 (GMT+01:00)
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Objet ; Réunion AMAZON

Fabrice,

M. Gonlé nous demande si la réunion a pu avancer pour sa venue chez nous en début de semaine. Qui faut-il convier ?

Mercl
sophie

De: AUBERT Fabrice
Envoyé: vendredi 8 septembre 2017 21:35
À: gonie@amazon.fr
Objet: confirmation annonces

Bonsoir Jean,

Pardon de te revenir un peu plus tard que prévu. Je te confirme que nous serions preneur d'une annonce conjointe de l'ouverture des deux sites, et donc que nous apprécierions un report de la pose de la première pierre de Bretigny. On cale un rdv téléphonique ou un point rapide à l'Élysée sur le programme la semaine prochaine ?
Bien à toi,

Fabrice Aubert
Conseiller Institutions, action publique et transition numérique
Présidence de la République

De: AUBERT Fabrice
Envoyé: lundi 2 octobre 2017 11:13
À: LAUCH François-Xavier; FURCY Rodrigue; BAUDON Nathalie; NDIAYE Sibeth
Cc: NUSSBAUMER Jonathan
Objet: derniers détails Amazon Amiens
Pièces jointes: Reco Associations - URGENT

Chers tous,

Quelques petits réglages fins pour la visite Amazon :

- Le paquet dans lequel le Président glissera un petit mot :
 - Choix du destinataire : Il est convenu que nous choisissons un paquet destiné plutôt à une association locale. Amazon propose de cibler une association locale d'insertion professionnelle (voir mail joint) pour rester dans le thème. Leur préconisation est de retenir soit Synapse insertion (qui a des ateliers de menuiserie) ou soit l'association Cardan (qui fait de la lutte contre l'illettrisme). Je pense que Synapse est un bon choix symbolique. Ce serait ok pour vous ?
 - Teneur du message : On serait sur un bristol très simple à entête du PR (par exemple : « Ce colis est parmi les premiers à être préparés par le centre logistique du groupe Amazon à Boves, Inauguré ce 3 octobre 2017, dont l'implantation a été permise par une mobilisation exceptionnelle des services de l'Etat et des collectivités territoriales et qui permettra le développement de plus de 500 emplois en CDI dans la région amiénoise + signature du Président »). Ok pour vous ? C'est le SP qui le fait préparer ?
- La séquence privée en fin de visite :
 - La question était de savoir quels ministres resteraient dans la délégation pour la visite Amazon et participeront à l'échange avec Roy Peticucci, Griveaux et Mézard ?

Enfin, petite question pour moi : pas de changement de parcours prévu suite aux événements du weekend au stade d'Amiens ? (du genre détour par le stade ou l'hôpital)

Bien à vous,

Fabrice Aubert
 Conseiller Institutions, action publique et transition numérique
 Présidence de la République

TA-Paris 1923995 - reçu le 18 mars 2022 à 15:35 (date et heure de métropole)

De: AUBERT Fabrice
Envoyé: lundi 2 octobre 2017 16:32
À: Bosch-chomont, Stanislas; Gonie, Jean
Objet: RE: Reco Associations - URGENT

Bonjour à tous les deux,
OK pour Synapse insertion.

Le texte retenu, proposé au PR : *Ce colis est parmi les premiers à être préparés par le centre logistique du groupe Amazon à Boyes, inauguré ce 3 octobre 2017, dont l'implantation a été permise par une mobilisation exceptionnelle des services de l'Etat et des collectivités territoriales et qui permettra le développement de plus de 500 emplois en CDI dans la région amiénoise.*

Il l'écrira en main propre.

Fabrice

De : Bosch-chomont, Stanislas [mailto:stabos@amazon.fr]
Envoyé : lundi 2 octobre 2017 15:54
À : Gonie, Jean <gonie@amazon.fr>
Cc : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Objet : Re: Reco Associations - URGENT

Bonjour Fabrice, auriez-vous un retour? Merci par avance,

Stanislas

Le 2 oct. 2017 à 11:41, Gonie, Jean <gonie@amazon.fr> a écrit :

Ok merci Fabrice

Envoyé de mon iPhone

Le 2 oct. 2017 à 10:00, AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr> a écrit :

Bien reçu,
Je vous reviens ASAP,
Fabrice

De : Gonie, Jean [mailto:gonie@amazon.fr]
Envoyé : lundi 2 octobre 2017 09:15
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Cc : Bosch-chomont, Stanislas <stabos@amazon.fr>
Objet : Reco Associations - URGENT

Fabrice

Voici un point sur les associations locales susceptibles de bénéficier de l'envoi du colis du Président. Notre préférence va à Cardan Amiens et Synapse qui a un axe numérique fort et Le Phare.

Merci de nous dire au plus tôt quelle association vous conviendrait.

Nous étudierons ensuite avec eux la médiatisation envisagée.

Merci

? Synapse insertion (local)

[Numéro de page]

- Association de réinsertion professionnelle via des ateliers de menuiserie/ébénisterie, revalorisation numérique, tapisserie d'ameublement
- Pourquoi ?
 - ✗ On reste dans le thème : emploi / insertion professionnelle / lutte contre le chômage.
- Propositions de produits à envoyer :
 - ✗ Produits de bricolage : ponceuse, pistolet à peinture, etc.

- ? **Association Le Phare (local)**
 - Association d'accompagnement vers l'emploi
 - A noter : Association très peu médiatisée, avec très peu d'informations sur internet : article de Libération la mentionnant + initiative avec le crédit Mutuel
 - Pourquoi ?
 - ✗ On reste dans le thème : emploi / insertion professionnelle / lutte contre le chômage.
 - Propositions de produits à envoyer :
 - ✗ Matériel informatique : clavier, souris, imprimante, etc.
 - ✗ Éventuellement, machine à café

- ? **Cardan (local)**
 - Association amiénoise de lutte contre l'illettrisme, qui sensibilise les publics éloignés du livre à la lecture.
 - Pourquoi ?
 - ✗ L'accès à l'éducation pour tous est un cheval de bataille important du PR. L'association est probablement connue du PR et de son épouse, à voir avec l'Élysée si elle peut être choisie ou non.
 - Propositions de produits à envoyer :
 - ✗ Matériel informatique : clavier, souris, imprimante, etc.

- ? **Association Retravailler (réseau national, antenne locale Retravailler Picardie à Amiens)**
 - Association aidant les publics éloignés de l'emploi à retrouver une activité professionnelle. A sa création (1974), l'association s'adressait initialement plutôt aux femmes mères de famille cherchant à retrouver un emploi, mais elle a ensuite élargi son spectre. Article sur une initiative à Amiens : <http://www.courrier-picard.fr/archive/recup%3A/region/amiens-elles-sont-femmes-seniors-et-sans-emploi-ia167b0n859870>
 - Pourquoi ?
 - ✗ On reste dans le thème : emploi / insertion professionnelle / lutte contre le chômage.
 - Propositions de produits à envoyer :
 - ✗ Matériel informatique : clavier, souris, imprimante, etc.
 - ✗ Machine à café

- ? **Agence du don en nature (réseau national)**
 - Réseau de collecte de produits neufs non alimentaires pour les distribuer aux plus démunis.
 - Pourquoi ?

- ✍ Amazon a à priori déjà fait une opération avec eux en 2016.
- ✍ C'est un partenaire régulier des entreprises (cf Procter and Gamble à Amiens, L'Oréal, etc.)
- Propositions de produits à envoyer :
 - ✍ Jeux : Lego, Playmobil
 - ✍ Sac à dos
 - ✍ Electroménager : autocuiseur, four électrique, set crêpes party, machines à café, micro-ondes, etc.

De: AUBERT Fabrice
Envoyé: vendredi 29 septembre 2017 18:36
À: LAUCH Francois-Xavier; FURCY Rodrigue; secretariat.lauch@elysee.fr
Cc: AUBERT Fabrice - Secrétariat
Objet: Annexe fiscale Amazon
Pièces jointes: 2017 09 29 Amazon Cab.odt

En complément, l'annexe fiscale d'usage pour la visite Amazon.

-----Message d'origine-----

De : MARTEL Laurent [mailto:laurent.martel@pm.gouv.fr]
Envoyé : vendredi 29 septembre 2017 18:17 **À :** AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr> **Objet :** TR: Note

C'est bien ce que je disais. On ne peut encore rien en dire. ,

-----Message d'origine-----

De : [REDACTED] [mailto:lgflp.finances.gouv.fr]
Envoyé : vendredi 29 septembre 2017 17:48 **À :** MARTEL Laurent **Cc :** COLAS Florian **Objet :** Note

Laurent,
Ci joint le doc demandé

**PRESIDENCE
DE LA
REPUBLIQUE**

*Le conseiller institutions, action publique, transition
numérique*

Le 28 septembre 2017

NOTE

**A L'ATTENTION DE
MONSIEUR LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE**

**S/C DE M. LE SECRETAIRE GENERAL
S/C DE MME LA SECRETAIRE GENERALE ADJOINTE
S/C DE M. LE DIRECTEUR DE CABINET**

Objet : Inauguration du nouveau centre logistique d'Amazon

1. Le projet et ses enjeux

Ce nouveau site d'Amazon sur la commune de Boves est la plus grande implantation d'Amazon en France, avec 107 000 m² de surface. Ce centre logistique desservira une zone de chalandise de plusieurs milliers de kilomètres et sera

Ce centre est loué et exploité par Amazon mais est la propriété de la société Goodman, groupe d'investissement international spécialisé dans l'immobilier logistique (à noter que le chantier a été endeuillé par un accident mortel du travail le 14 mars 2017).

Cette inauguration sera l'occasion de mettre en valeur plusieurs messages clés :

- **La mobilisation partenariale des services de l'Etat et des collectivités pour attirer un grand projet industriel** : grâce à une mobilisation exemplaire des services de la métropole d'Amiens, de la commune (et subsidiairement de la Région), ainsi que des services de l'Etat, les autorisations administratives nécessaires à l'implantation ICPE d'Amazon ont été délivrées en un temps record (97 jours, à comparer à des délais théoriques qui auraient pu aller jusqu'à 9 mois).
- **La création d'emplois dans un territoire en difficulté** :
 - o le site va permettre la création de **500 CDI** sous 3 ans (déjà plus de 100 salariés sur place). Il s'agira en grande partie d'emplois peu qualifiés, mais rémunérés au-dessus du SMIC. Conformément à la politique interne d'Amazon, 100% de ces salariés seront par ailleurs actionnaires du groupe.
 - o Toujours dans une logique partenariale public/privé, les recrutements ont été confiés à un « guichet unique » de Pôle Emploi à Amiens, qui fonctionne à la satisfaction générale et permet le reclassement local de chômeurs.
 - o Ces emplois en CDI seront complétés par d'importantes embauches en intérim, puisque le site doublera quasiment de taille chaque année aux périodes des fêtes de fin d'année (octobre à janvier).
- **La transformation numérique des PME et la participation au développement économique** :
 - o Amazon est avant tout une « marketplace », permettant aux TPE/PME de commercialiser leurs produits sur Internet pour améliorer leurs ventes en France et à l'étranger.
 - o Le développement de tels centres logistiques s'inscrit ainsi dans votre plan de numérisation du tissu économique national, qui sera décliné par Mounir Mahjoubi et Bruno Lemaire.

2. Programme de visite et séquences d'échanges

Comme indiqué dans le programme validé par vos soins, la visite, qui débutera par un coupage de ruban et une présentation des principaux postes de travail du centre, se conclura par deux séquences d'entretien :

2.1 Une séquence publique d'échange avec les parties prenantes du projet

Une table ronde (45 min maximum, autour de tables hautes et sur un mode le moins formel possible) est programmée, en présence de la presse et l'ensemble de salariés du site, pour vous permettre d'échanger avec les différentes parties prenantes du projet sur les thèmes évoqués ci-dessus.

Frédéric Duval, DG d'Amazon France (Country manager), sera le modérateur et passera la parole, après quelques mots d'accueil à :

- **Ronan Bolé, Directeur des opérations d'Amazon France**, qui présentera brièvement l'ambition du site et d'Amazon en France et fera l'annonce officielle de la création d'un second site de 1000 emplois en Ile de France (Brétigny-sur-Orge). Vous pourrez saluer cette bonne nouvelle pour l'économie francilienne.
NB : une cérémonie de première pierre sera organisée le lendemain en présence des élus locaux et de votre directeur de cabinet, qui avait fortement contribué au succès de l'opération dans ses fonctions de préfet.
- **Alain Gest, Président d'Amiens métropole**, et **Philippe de Mester, Préfet de la Somme**, qui illustreront la mobilisation conjointe des services administratifs de l'Etat et des collectivités, pour obtenir l'implantation du site par un traitement record des demandes d'autorisation nécessaires.
- **Deux salariés d'Amazon**, illustratifs de la création d'emploi sur le site : une salariée reclassée de Whirlpool (salarié « senior » avec 23 ans d'ancienneté) et un salarié représentatif de la diversité sociale des recrutements mis en œuvre sur le site.
- **Un patron d'entreprise régionale (bijoutier créateur installée à Bergues)**, utilisateur de la marketplace d'Amazon, qui présentera la transformation digitale de sa société et sa stratégie de vente sur Internet.

2.2 Une courte séquence privée avec la direction générale d'Amazon Europe sur l'avenir et les investissements de l'entreprise en France

La visite se terminera par un échange en aparté avec une délégation de la direction du groupe Amazon, emmenée par Roy Perticucci, Vice-Président en charge de l'ensemble des opérations Europe d'Amazon.

L'échange, en Anglais, aura pour thème l'attractivité du territoire française pour les géants du numérique et de la logistique (« How to make France the number one hub for logistics and online shopping operations in Europe »). Il s'agit d'un thème que Jean Conié, directeur des affaires publiques d'Amazon France (en partance pour un poste à Londres au lendemain de cette visite), avait poussé durant la campagne présidentielle au sein des groupes de travail d'En Marche, auxquels il participait.

La France dispose en effet d'atouts considérables pour devenir la plaque tournante de la logistique des géants du commerce en ligne (Amazon, Alibaba, CDiscount...) : un positionnement géographique central, un excellent réseau d'infrastructures et une main d'œuvre de qualité.

En particulier, M. Perticucci :

- (i) Vous encouragera à généraliser le traitement exemplaire des demandes d'autorisation ICPE dont a pu bénéficier Amazon, en affichant un « objectif 100 jours ».
 - ⇒ Proposition de réponse : « *Simplifying and accelerating public authorization procedures is one of my priorities. Despite considerable progress, France is still lagging behind in terms of administrative burden for investors and companies. I have given mandate to my Budget Minister, Mr. Darmanin, to make considerable progress in this regard. I believe the "100-day target" could be our aim and local services have already shown it is a reasonable goal. I will ask my staff to explore this possibility.* »

(ii) Vous encouragera à soutenir la convergence du marché unique européen numérique (Digital single market) par une levée méthodique des obstacles aux échanges intracommunautaires :

- Simplifier les procédures d'immatriculation à la TVA dans les différents pays européens, trop longue et trop complexe pour les PME/TPE. Des actions aussi simples que la numérisation de cette procédure d'inscription (gérée sur papier actuellement) ou l'acceptation de traduction non assermentées feraient gagner un temps considérable à l'ensemble des entreprises européennes qui s'inscrivent dans cette démarche
- Faire converger les taux de TVA des Etats membres sur les différentes catégories de produits pour aider à la fluidification du marché européen.

⇒ Proposition de réponse : *« The Digital European Summit in Tallinn was a great opportunity to talk about the Digital Single Market. My objective is to take down as many pain points as possible so that startups or large companies that decide to invest in France have an immediate access to the whole continental market, as they would in the United States. I have suggested that we start with France and Germany and let like-minded member State join this initiative.*

Regarding VAT, the "one stop shop" registration that should be put in place in 2018 or 2019 will allow companies to register for the entire EU with a single procedure in the designated member State. It should be a great leap forward.»

(iii) Exprimer un satisfecit concernant la reprise des discussions entre Amazon et la DGFIP concernant l'apurement du contentieux fiscal passé (voir en annexe), et pourra vous donner la vision d'Amazon sur l'avenir de la fiscalité des GAFAs en Europe.

⇒ Proposition de réponse : *“Although I cannot interfere with any individual procedure, my wish is that tax-disputes with the GAFAs regarding the past years can be solved – in a way that is satisfactory for France – so that we can move the conversation forward on how States should share their rights to tax in the Digital age. That is the spirit of the French proposal that was made at the European level. It is a first step that should be seen as an addition to the Single Market. But in the end, it is also a conversation we will need to have with the US and other OECD countries to reach a global solution.”*

Vous pourrez vous référer pour davantage de détails sur chacun de ces points aux notes annexées au dossier.

Fabrice Aubert

De: AUBERT Fabrice
Envoyé: mercredi 27 septembre 2017 21:10
À: Bosch-chomont, Stanislas
Cc: Gonie, Jean
Objet: RE : [Confidentiel]

C est la prefecture qui assurera les invitations.
N'hésitez pas à nous transmettre votre liste cela dit.

----- Message d'origine -----

De : "Bosch-chomont, Stanislas" <stabos@amazon.fr>
Date : 27/09/2017 20:14 (GMT+01:00)
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Cc : "Gonie, Jean" <gonie@amazon.fr>
Objet : Re: [Confidentiel]

Merci beaucoup

Le 27 sept. 2017 à 20:09, AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr> a écrit :

Bonjour Stanislas,
Cela part en principe de chez nous (la préfecture). Je vérifie la point et vous confirme,
Fabrice

De : Bosch-chomont, Stanislas [mailto:stabos@amazon.fr]
Envoyé : mercredi 27 septembre 2017 17:24
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Cc : Gonie, Jean <gonie@amazon.fr>
Objet : RE: [Confidentiel]

Bonjour Fabrice,
Je souhaitais juste clarifier un point concernant l'invitation faite aux élus : est-ce à vous ou bien à nous de le faire (dans les deux cas nous soumettrons la liste bien naturellement).

Merci par avance,

Stanislas

De : AUBERT Fabrice [mailto:fabrice.aubert@elysee.fr]
Envoyé : samedi 23 septembre 2017 09:29
À : Bosch-chomont, Stanislas <stabos@amazon.fr>
Cc : Gonie, Jean <gonie@amazon.fr>
Objet : TTU: [Confidentiel] Suite à notre réunion

Bonjour Stanilas, bonjour Jean,

Il semble que la seule date praticable pour une visite de reconnaissance la semaine
prochaine par notre chefferie de cabinet soit lundi.

[Numéro de page]

Des contacts ont dû être pris hier soir localement (via la préfecture) pour organiser cela. Toutes nos excuses pour cette short notice et les contraintes qu'elle emporte, Cette visite de reconnaissance permettra, avec tous les éléments en main, d'apporter rapidement des réponses validées par nos autorités à l'ensemble des questions qui restaient à trancher.

Bien à vous,
Fabrice

De : Bosch-chomont, Stanislas <stabos@amazon.fr>

Envoyé : vendredi 22 septembre 2017 15:04

À : AUBERT Fabrice

Cc : Gonle, Jean

Objet : [Confidentiel] Suite à notre réunion

Bonjour,

Je fais suite à la réunion de mercredi dernier.

Nous avons bien noté les points que nous devons vous faire remonter (pourquoi Amiens vs le reste de l'Europe, la typologie des articles, des artisans locaux utilisant la marketplace...)

Du vôtre, auriez-vous plus de nouvelles concernant :

- La confirmation de la visite d'Amazon positionnée avant celle de Whirlpool ?
- Le jour prévu pour la visite de reconnaissance sur le site ?
- Si un représentant d'Amazon participera ou non au banquet républicain ?
- Le fait qu'un élu local puisse faire une courte allocution entre le représentant d'Amazon et le PR ?

Merçi par avance et à disposition.

Stanislas

Stanislas Bosch-Chomont | Amazon.fr
Manager Public Policy | Amazon France
67, Boulevard du Général Leclerc | 92110 Clichy
07 76 58 51 36
<image001.jpg>

De: AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Envoyé: mercredi 27 septembre 2017 16:38
À: Laurent MARTEL
Objet: Amazon visite PR

Salut Laurent

Le Président ira le 3/10 inaugurer un nouveau centre logistique d'Amazon à Amiens.

Pour son dossier, saurais-tu nous faire passer un point à date sur la situation fiscale ?

Je comprends qu'ils ont repris les discussions transactionnelles avec la DGFIP ainsi que nous l'avions évoqué.

Par ailleurs Amazon fera part d'une demande dans le sens d'une plus forte convergence des taux de TVA entre Etats membres, qui est regardée comme un gros enjeu du Marché unique numérique. Je comprends en particulier que c'est un problème pour les livraisons à soi-même transfrontalières quand une même entreprise doit stocker temporairement des biens en attente de livraison à l'étranger.

Tu pourrais nous passer quelques éléments là dessus ?

Merci !
Fabrice

De: AUBERT Fabrice
Envoyé: samedi 23 septembre 2017 09:29
À: Bosch-chomont, Stanislas
Cc: Gonle, Jean
Objet: TTU: [Confidentiel] Suite à notre réunion

Bonjour Stanllas, bonjour Jean,

Il semble que la seule date praticable pour une visite de reconnaissance la semaine prochaine par notre chefferie de cabinet soit lundi.

Des contacts ont dû être pris hier soir localement (via la préfecture) pour organiser cela.

Toutes nos excuses pour cette short notice et les contraintes qu'elle emporte.

Cette visite de reconnaissance permettra, avec tous les éléments en main, d'apporter rapidement des réponses validées par nos autorités à l'ensemble des questions qui restaient à trancher.

Bien à vous,

Fabrice

De : Bosch-chomont, Stanislas <stabos@amazon.fr>
Envoyé : vendredi 22 septembre 2017 15:04
À : AUBERT Fabrice
Cc : Gonle, Jean
Objet : [Confidentiel] Suite à notre réunion

Bonjour,

Je fais suite à la réunion de mercredi dernier.

Nous avons bien noté les points que nous devons vous faire remonter (pourquoi Amiens vs le reste de l'Europe, la typologie des articles, des artisans locaux utilisant la marketplace...)

Du vôtre, auriez-vous plus de nouvelles concernant :

- La confirmation de la visite d'Amazon positionnée avant celle de Whirlpool ?
- Le jour prévu pour la visite de reconnaissance sur le site ?
- Si un représentant d'Amazon participera ou non au banquet républicain ?
- Le fait qu'un élu local puisse faire une courte allocution entre le représentant d'Amazon et le PR ?

Merci par avance et à disposition.

Stanislas

Stanislas Bosch-Chomont | Amazon.fr
Manager Public Policy | Amazon France
67, Boulevard du Général Leclerc | 92110 Clichy
07 76 58 51 36

amazon.fr

1. Le projet et ses enjeux

Ce nouveau site d'Amazon sur la commune de Boves est la plus grande implantation d'Amazon en France, avec 107 000 m² de surface. Ce centre logistique desservira une zone de chalandise de plusieurs milliers de kilomètres et sera

Ce centre est loué et exploité par Amazon mais est la propriété de la société Goodman, groupe d'investissement international spécialisé dans l'immobilier logistique (à noter que le chantier a été endeuillé par un accident mortel du travail le 14 mars 2017).

Cette inauguration sera l'occasion de mettre en valeur plusieurs messages clés :

- **La mobilisation partenariale des services de l'État et des collectivités pour attirer un grand projet industriel** : grâce à une mobilisation exemplaire des services de la métropole d'Amiens, de la commune (et subsidiairement de la Région), ainsi que des services de l'État, les autorisations administratives nécessaires à l'implantation ICPE d'Amazon ont été délivrées en un temps record (97 jours, à comparer à des délais théoriques qui auraient pu aller jusqu'à 9 mois).
- **La création d'emplois dans un territoire en difficulté** :
 - o le site va permettre la création de 500 CDI sous 3 ans (déjà plus de 100 salariés sur place). Il s'agira en grande partie d'emplois peu qualifiés, mais rémunérés au-dessus du SMIC. Conformément à la politique interne d'Amazon, 100% de ces salariés seront par ailleurs actionnaires du groupe.
 - o Toujours dans une logique partenariale public/privé, les recrutements ont été confiés à un « guichet unique » de Pôle Emploi à Amiens, qui fonctionne à la satisfaction générale et permet le reclassement local de chômeurs.
 - o Ces emplois en CDI seront complétés par d'importantes embauches en intérim, puisque le site doublera quasiment de taille chaque année aux périodes des fêtes de fin d'année (octobre à janvier).
- **La transformation numérique des PME et la participation au développement économique** :
 - o Amazon est avant tout une « marketplace », permettant aux TPE/PME de commercialiser leurs produits sur Internet pour améliorer leurs ventes en France et à l'étranger.
 - o Le développement de tels centres logistiques s'inscrit ainsi dans votre plan de numérisation du tissu économique national, qui sera décliné par Mounir Mahjoubi et Bruno Lemaire.

2. Programme de visite et séquences d'échanges

Comme indiqué dans le programme validé par vos soins, la visite, qui débutera par un coupage de ruban et une présentation des principaux postes de travail du centre, se conclura par deux séquences d'entretien :

2.1 Une séquence publique d'échange avec les parties prenantes du projet

Une table ronde (45 min maximum, autour de tables hautes et sur un mode le moins formel possible) est programmée, en présence de la presse et l'ensemble de salariés du site, pour vous permettre d'échanger avec les différentes parties prenantes du projet sur les thèmes évoqués ci-dessus.

Frédéric Duval, DG d'Amazon France (Country manager), sera le modérateur et passera la parole, après quelques mots d'accueil à :

- Ronan Bolé, Directeur des opérations d'Amazon France, qui présentera brièvement l'ambition du site et d'Amazon en France et fera l'annonce officielle de la création d'un second site de 1000 emplois en Ile de France (Brétigny-sur-Orge). Vous pourrez saluer cette bonne nouvelle pour l'économie francilienne.
NB : une cérémonie de première pierre sera organisée le lendemain en présence des élus locaux et de votre directeur de cabinet, qui avait fortement contribué au succès de l'opération dans ses fonctions de préfet.
- Alain Gest, Président d'Amiens métropole, et Philippe de Mester, Préfet de la Somme, qui illustreront la mobilisation conjointe des services administratifs de l'Etat et des collectivités, pour obtenir l'implantation du site par un traitement record des demandes d'autorisation nécessaires.
- Deux salariés d'Amazon, illustratifs de la création d'emploi sur le site : une salariée reclassée de Whirlpool (salarié « senior » avec 23 ans d'ancienneté) et un salarié représentatif de la diversité sociale des recrutements mis en œuvre sur le site.
- Un patron d'entreprise régionale (bijoutier créateur installée à Bergues), utilisateur de la marketplace d'Amazon, qui présentera la transformation digitale de sa société et sa stratégie de vente sur Internet.

2.2 Une courte séquence privée avec la direction générale d'Amazon Europe sur l'avenir et les Investissements de l'entreprise en France

La visite se terminera par un échange en aparté avec une délégation de la direction du groupe Amazon, emmenée par Roy Perticucci, Vice-Président en charge de l'ensemble des opérations Europe d'Amazon.

L'échange, en Anglais, aura pour thème l'attractivité du territoire française pour les géants du numérique et de la logistique (« How to make France the number one hub for logistics and online shopping operations in Europe »). Il s'agit d'un thème que Jean Gonié, directeur des affaires publiques d'Amazon France (en partance pour un poste à Londres au lendemain de cette visite), avait poussé durant la campagne présidentielle au sein des groupes de travail d'En Marche, auxquels il participait.

La France dispose en effet d'atouts considérables pour devenir la plaque tournante de la logistique des géants du commerce en ligne (Amazon, Alibaba, CDiscount...) : un positionnement géographique centra, un excellent réseau d'infrastructures et une main d'œuvre de qualité.

En particulier, M. Peticucci :

- (i) Vous encouragera à généraliser le traitement exemplaire des demandes d'autorisation ICPE dont a pu bénéficier Amazon, en affichant un « objectif 100 jours ».
- ⇒ Proposition de réponse : *« Simplifying and accelerating public authorization procedures is one of my priorities. Despite considerable progress, France is still lagging behind in terms of administrative burden for investors and companies. I have given mandate to my Budget Minister, Mr. Darmanin, to make considerable progress in this regard. I believe the "100-day target" could be our aim and local services have already shown it is a reasonable goal. I will ask my staff to explore this possibility. »*
- (ii) Vous encouragera à soutenir la convergence du marché unique européen numérique (Digital single market) par une levée méthodique des obstacles aux échanges intracommunautaires :
- Simplifier les procédures d'immatriculation à la TVA dans les différents pays européens, trop longue et trop complexe pour les PME/TPE. Des actions aussi simples que la numérisation de cette procédure d'inscription (gérée sur papier actuellement) ou l'acceptation de traduction non assermentées feraient gagner un temps considérable à l'ensemble des entreprises européennes qui s'inscrivent dans cette démarche
 - Faire converger les taux de TVA des États membres sur les différentes catégories de produits pour aider à la fluidification du marché européen.
- ⇒ Proposition de réponse : *« The Digital European Summit in Tallinn was a great opportunity to talk about the Digital Single Market. My objective is to take down as many pain points as possible so that startups or large companies that decide to invest in France have an immediate access to the whole continental market, as they would in the United States. I have suggested that we start with France and Germany and let like-minded member state join this initiative. Regarding VAT, the "one stop shop" registration that should be put in place in 2018 or 2019 will allow companies to register for the entire EU with a single procedure in the designated member state. It should be a great leap forward. »*
- (iii) Exprimer un satisfecit concernant la reprise des discussions entre Amazon et la DGFiP concernant l'apurement du contentieux fiscal passé (voir en annexe), et pourra vous donner la vision d'Amazon sur l'avenir de la fiscalité des GAFAs en Europe.
- ⇒ Proposition de réponse : *« Although I cannot interfere with any individual procedure, my wish is that tax disputes with the GAFAs regarding the past years can be solved – in a way that is satisfactory for France – so that we can move the conversation forward on how states should share their rights to tax in the digital age. That is the spirit of the French proposal that was made at the European level. It is a first step that should be seen as an addition to the Single Market. But in the end, it is also a conversation we will need to have with the US and other OECD countries to reach a global solution. »*

De: AUBERT Fabrice
Envoyé: lundi 2 octobre 2017 20:58
À: CHEFFERIE Secrétariat
Cc: LAUCH Francois-Xavier
Objet: Déroulé échange sur site Amazon
Pièces jointes: Séquence Amazon.docx

En version word pour la verser au dossier.

**PRESIDENCE
DE LA
REPUBLIQUE**

Séquence Amazon - Déroulé de la phase d'échange avec les parties prenantes

Fredéric Duval (modérateur)

Thématique mobilisation des services de l'Etat et des collectivités :

- F. Duval débute par un mot d'accueil puis passe la parole à Alain Gest (3')
- Prise de parole d'A. Gest (5')
- Prise de parole du Préfet de la Somme (3')
- Prise de parole du Président de la République sur la coopération entre les services de l'Etat, les collectivités locales et Amazon (5')

Thématique investissements d'Amazon et créations d'emploi (1/2) :

- F. Duval passe la parole à Ronan Bolé, directeur des opérations France
- Ronan Bolé : annonce de l'ouverture de Bretigny (5')
- Réponse du Président de la République sur cette annonce qui illustre les investissements d'Amazon pour le développement économique des territoires (5')

Thématique investissements d'Amazon et créations d'emploi (2/2) :

- F. Duval passe parole aux deux salariés Amazon
- Prise de parole des « Associés » :
 - Christine Forteguerre, 51 ans. A complété une licence professionnelle de gestion du système logistique dans le cadre d'un congé formation reclassement. A démissionné de chez Whirlpool, où elle a passé 23 ans, pour aller travailler chez Amazon.
 - Maurice Pierron, 53 ans au chômage. Ne pensait pas avoir le profil. Va mettre en avant le fait que les postes chez Amazon sont ouverts à des personnes possédant divers niveaux d'expérience, de formation. Qu'il a été embauché pour chez Amazon pour ses compétences (sans tenir compte de son âge) -- (6' les deux)
- Réponse du Président de la République sur ces trajectoires professionnelles (5')

Thématique développement économique et transition numérique des PME :

- F. Duval passe la parole à un vendeur de la place de marché d'Amazon
- Prise de parole Maxime Savreux, Twintze, basée en Picardie -- (3') -- il va mettre en avant le fait qu'il a développé son activité en France et exporte maintenant partout en Europe grâce à la place de marché (croissance accompagnée de création d'emplois).
- Prise de parole du Président de la République pour conclure -- (3')

De: AUBERT Fabrice
Envoyé: lundi 2 octobre 2017 18:29
À: BAUDON Nathalie; NUSSBAUMER Jonathan
Cc: LEMASSON Quitterie
Objet: RE: Fiche presse - Amiens - pour validation
Pièces jointes: Fiche presse - Amiens - 3 octobre 2017FA.docx

Quelques mini modifs,
Fabrice

De : BAUDON Nathalie
Envoyé : lundi 2 octobre 2017 17:08
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>; NUSSBAUMER Jonathan <Jonathan.nussbaumer@pm.gouv.fr>
Cc : LEMASSON Quitterie <quitterie.lemasson@elysee.fr>
Objet : Fiche presse - Amiens - pour validation
Importance : Haute

Fabrice, Jonathan,
Ci-joint la fiche pour votre relecture et validation.
Merci !
Nathalie

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Service de presse

Paris, le 2 octobre 2017

FICHE PRESSE

Déplacement du Président de la République sur les sites de Whirlpool et Amazon à Amlens 3 octobre 2017

Le Président de la République Emmanuel Macron se rendra à Amlens et dans la métropole amlénoise (Hoves) pour un déplacement centré sur la coopération entre l'Etat, les collectivités territoriales et les acteurs privés pour favoriser la transition industrielle et le développement économique local.

Il sera accompagné par Jacques MEZARD, ministre de la Cohésion des territoires, Gérard DARMANIN, ministre de l'Action et des Comptes publics, Elizabeth BORNÉ, ministre chargée des Transports, et Benjamin GRIVEAUX, Secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Economie et des Finances.

Le Président de la République visitera successivement :

- L'entreprise Whirlpool afin d'échanger sur le projet de reprise du site par l'entrepreneur local Nicolas Decyieux et sur l'avenir des 280 salariés ; il se rendra également à l'entreprise Prima, sous-traitant exclusif de Whirlpool ;
- Le nouveau centre logistique d'Amazon, qui sera inauguré à cette occasion et qui permet la création plus de 500 emplois stables dans la région.

Les cas de Whirlpool et Amazon illustrent la capacité des services de l'Etat et des collectivités à travailler très étroitement avec les acteurs économiques pour transformer des activités industrielles en les orientant vers des productions à haute valeur ajoutée et attirer des grands investisseurs en France. Les démarches positives qui ont été déployées pour ces deux entreprises ont vocation à être multipliées pour accompagner la dynamique économique locale et soutenir l'économie dans des territoires sinistrés.

1. Déplacement sur le site de Whirlpool

Lors de sa visite en mai dernier, le Président de la République – alors candidat – avait promis aux salariés de Whirlpool de revenir sur le site « qu'il soit ou non élu ». Ce mardi 3 octobre, il s'y rendra pour revoir les salariés et échanger avec eux, sur les chaînes de production, mais aussi pour rencontrer Nicolas Decyieux, repreneur du site.

Sous le nom WN (pour « Whirlpool Nicolas »), l'industriel Nicolas Decyieux a présenté un projet solide de reprise du site, acté le 12 septembre avec Whirlpool. L'activité de WN montera

progressivement en puissance et conduira d'ici 2018 à la reprise de 236 salariés de Whirlpool. Un objectif de 277 salariés doit être atteint à horizon 2020.

La transition industrielle qui s'amorce chez Whirlpool est un exemple concret de la dynamique de repositionnement de sites industriels sur une production à plus forte valeur ajoutée. Sous l'impulsion de son repreneur, grâce à la qualité du dialogue social et au soutien des autorités publiques, le site va pouvoir s'orienter vers des marchés d'avenir. Il produira notamment des boîtes à colis connectés répondant aux enjeux croissants du e-commerce.

Prenant une part active dans la mobilisation collective autour de Whirlpool, l'État s'est très fortement impliqué sur ce dossier, notamment dans la recherche d'un repreneur et dans les discussions relatives à l'avenir des salariés.

Historique

Le site de Whirlpool à Amiens, qui compte 283 salariés, est l'un des deux sites de production de sèche-linge du groupe en Europe avec celui de Yale (localisé au Royaume-Uni).

Malgré la modernisation des structures de production du site d'Amiens, le lancement de nouveaux produits et des investissements de l'ordre de 40 M€ depuis 2010, le site n'a toujours connu des résultats opérationnels négatifs (plus de 69,5 M€ de pertes opérationnelles depuis 2010). En janvier 2017, la direction de Whirlpool Europe annonçait la fermeture de son unité industrielle d'Amiens d'ici juin 2018. Whirlpool indiquait alors qu'un nouveau modèle de sèche-linge sera fabriqué en Pologne, sur son site de Ludz.

Le groupe Deenyeux – groupe familial situé dans la Somme et créé en 1892 – a proposé un projet de reprise, validé mi-septembre et déjà avancé. Dans le cadre de ce projet, la relance du site passera par le déploiement d'activités d'avenir, notamment la mise en place d'une nouvelle production industrielle de colis connectés et de chargeurs de batteries pour vélos et voitures. Une société ad hoc « SAS WN » est en cours de création. Le coût du projet s'élève à 21M€ dont 8,5M€ d'investissements en machines.

2. Déplacement sur le site d'Amazon

Parallèlement à la transformation de sites industriels comme celui de Whirlpool, la France suit et mobilise pour attirer des géants internationaux de l'Internet et de la logistique comme Amazon.

Le groupe Amazon inaugure ce mardi 3 octobre son cinquième centre de distribution en France qui créera 500 emplois directs en CDI d'ici 2020 dans la région amiénoise. Cet effectif pourra jusqu'à doubler grâce au recours à des emplois intérimaires pendant les périodes de forte activité, par exemple de mi-octobre à fin décembre notamment les fêtes de fin d'année. Le nouveau site logistique permettra également le développement économique local en permettant aux PME/TPE de commercer sur la « marketplace » du groupe. Alors que le site entre en fonctionnement, près de 200 salariés en CDI travaillent déjà sur le site.

Avec une surface de 107 000 m², ce site est le plus grand site logistique Amazon en France. Il est spécialisé sur le stockage et l'expédition de produits de grande taille et servira les marchés européens et mondiaux.

Commenté [AF1]: Je ne retrouve pas ce chiffre. C'est écrit dans les documents de la préfecture ?

Ce projet a pu voir le jour en moins d'un an grâce à la mobilisation et la collaboration exemplaire de la métropole, des services de l'Etat et du groupe Amazon pour réduire les délais d'autorisation immobiliers, ~~apporter des contributions financières administratives~~ et accompagner chaque étape du projet, jusqu'au recrutement qui a été confié à un « guichet unique » local de Pôle Emploi.

De: AUBERT Fabrice
Envoyé: jeudi 2 novembre 2017 14:25
A: KOHLER Alexis
Cc: COULHON Thierry; O Cédric; AMIEL David
Objet: SMS Google

Alexis,
Pardon de t'embêter avec ça : saurais-tu nous dire si le Président a finalement envoyé son SMS à Eric Schmidt ?
Merci beaucoup,
Fabrice

Fabrce Aubert
Conseiller Institutions, action publique et transition numérique
Présidence de la République

De: KOHLER Alexis
Envoyé: vendredi 20 octobre 2017 08:50
À: O Cédric; COULHON Thierry
Cc: DE BAYSER Anne; AUBERT Fabrice; NUSSBAUMER Jonathan
Objet: RE: Google

oui

De : O Cédric
Envoyé : vendredi 20 octobre 2017 00:00
À : COULHON Thierry <thierry.coulhon@elysee.fr>; KOHLER Alexis <alexis.kohler@elysee.fr>
Cc : DE BAYSER Anne <anne.de-bayser@elysee.fr>; AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>; NUSSBAUMER Jonathan <Jonathan.nussbaumer@pm.gouv.fr>
Objet : RE: Google

K, tu peux passer le message ?

De : COULHON Thierry
Envoyé : jeudi 19 octobre 2017 20:10
À : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>; KOHLER Alexis <alexis.kohler@elysee.fr>
Cc : DE BAYSER Anne <anne.de-bayser@elysee.fr>; AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>; NUSSBAUMER Jonathan <Jonathan.nussbaumer@pm.gouv.fr>
Objet : RE: Google

Dear Eric, I understand that France is one of the options for the opening of a new Google research center on AI in Europe. Needless to say, I would be extremely happy and supportive of this choice, together with my government. I am sure that our universities, our research bodies and our economy at large would draw a huge benefit from this, and that our talents would bring a lot to Google in return.

Yours, Emmanuel

De : O Cédric
Envoyé : jeudi 19 octobre 2017 18:39
À : COULHON Thierry <thierry.coulhon@elysee.fr>; KOHLER Alexis <alexis.kohler@elysee.fr>
Cc : DE BAYSER Anne <anne.de-bayser@elysee.fr>; AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>; NUSSBAUMER Jonathan <Jonathan.nussbaumer@pm.gouv.fr>
Objet : RE: Google

Il faut que tu fasses une proposition de sms à mon avis

De : COULHON Thierry
Envoyé : jeudi 19 octobre 2017 17:56
À : KOHLER Alexis <alexis.kohler@elysee.fr>
Cc : DE BAYSER Anne <anne.de-bayser@elysee.fr>; O Cédric <cedric.o@elysee.fr>; AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>; NUSSBAUMER Jonathan <Jonathan.nussbaumer@pm.gouv.fr>
Objet : Google

J'étais ce matin dans leurs locaux, en visio avec Emmanuel Mogenet, directeur de leur centre de recherche sur l'IA en Europe qui se trouve à Zürich.

Je comprends qu'ils veulent développer maintenant un centre en France ou en Allemagne (ils en ont déjà des investissements mahousses au Royaume-Uni), et qu'un petit SMS du PR à Eric Schmitt pourrait contribuer à faire basculer les choses du bon côté.

Thierry Coulhon
Conseiller Education, Enseignement Supérieur,
Recherche et Innovation
55 rue du faubourg Saint-Honoré
75008 Paris
01.42.92.85.40
thierry.coulhon@elysee.fr



De: COULHON Thierry
Envoyé: jeudi 19 octobre 2017 20:42
À: AUBERT Fabrice; O Cédric; NUSSBAUMER Jonathan
Cc: DE BAYSER Anne; KOHLER Alexis
Objet: RE: Google

De : AUBERT Fabrice
Envoyé : jeudi 19 octobre 2017 20:12
À : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>; COULHON Thierry <thierry.coulhon@elysee.fr>; NUSSBAUMER Jonathan <jonathan.nussbaumer@pm.gouv.fr>
Cc : DE BAYSER Anne <anne.de-bayser@elysee.fr>; KOHLER Alexis <alexis.kohler@elysee.fr>
Objet : RE: Google

FYI, Olivier Esper doit venir m'en parler dans les prochains jours.

=Les français de Google ne sont pas les plus difficiles à convaincre ;-)

Vous êtes bienvenus si vous voulez vous joindre au rdv.
Pas forcément besoin de retarder le SMS proposé par Thierry, qui me paraît bien.

Bonsoir Fabrice,

Je t'écris pour prendre le relais de Benoît Loutrel et dans le prolongement d'un rendez-vous très positif ce matin entre Thierry Coulhon et notre directeur de la recherche en intelligence artificielle à Zurich.

Pour avancer et te faire un point sur les perspectives de développement de Google (développement en région), si tu me le permets, je vois avec ton bureau si tu aurais un petit créneau dans les prochains jours/semaines.

Bien cordialement,
Olivier

Olivier ESPER
esper@google.com
+33 1 42 68 55 19 / +33 6 27 84 50 44

De : O Cédric
Envoyé : jeudi 19 octobre 2017 18:39
À : COULHON Thierry <thierry.coulhon@elysee.fr>; KOHLER Alexis <alexis.kohler@elysee.fr>
Cc : DE BAYSER Anne <anne.de-bayser@elysee.fr>; AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>; NUSSBAUMER Jonathan <jonathan.nussbaumer@pm.gouv.fr>
Objet : RE: Google

Il faut que tu fasses une proposition de sms à mon avls

De : COULHON Thierry
Envoyé : jeudi 19 octobre 2017 17:56

À : KOHLER Alexis <alexis.kohler@elysee.fr>

Cc : DE BAYSER Anne <anne.de-bayser@elysee.fr>; O Cédric <cedric.o@elysee.fr>; AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>; NUSSBAUMER Jonathan <jonathan.nussbaumer@pm.gouv.fr>

Objet : Google

J'étais ce matin dans leurs locaux, en visio avec Emmanuel Mogenet, directeur de leur centre de recherche sur l'IA en Europe qui se trouve à Zürich.

Je comprends qu'ils veulent développer maintenant un centre en France ou en Allemagne (ils en ont déjà des investissements mahousses au Royaume-Uni), et qu'un petit SMS du PR à Eric Schmitt pourrait contribuer à faire basculer les choses du bon côté.

Thierry Coulhon
Conseiller Education, Enseignement Supérieur,
Recherche et Innovation
55 rue du faubourg Saint-Honoré
75008 Paris
01.42.92.85.40
thierry.coulhon@elysee.fr



De: AUBERT Fabrice
Envoyé: jeudi 19 octobre 2017 20:07
À: Olivier Esper
Cc: AUBERT Fabrice - Secrétariat
Objet: RE: Google

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Terminé

Bonsoir Olivier,
Oul bien sûr. Thierry m'a effet dit le plus grand bien de la séquence de ce matin.
A ta disposition pour se voir ou s'appeler rapidement. Je porte mon secrétariat en copie pour qu'il puisse te donner des créneaux.
Bien cordialement,
Fabrice

De : Olivier Esper [mailto:esper@google.com]
Envoyé : jeudi 19 octobre 2017 18:18
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Objet : Google

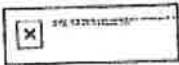
Bonsoir Fabrice,

Je t'écris pour prendre le relais de Benoît Loutrel et dans le prolongement d'un rendez-vous très positif ce matin entre Thierry Coulhon et notre directeur de la recherche en intelligence artificielle à Zurich.

Pour avancer et te faire un point sur les perspectives de développement de Google (développement en région), si tu me le permets, je vois avec ton bureau si tu aurais un petit créneau dans les prochains jours/semaines.

Bien cordialement,
Olivier

--
Olivier ESPER
esper@google.com
+33 1 42 68 55 19 / +33 6 27 84 50 44



This email and the information it contains are confidential and may be privileged. If you have received this email in error please notify me immediately. You should not copy it for any purpose, or disclose its contents to any other person. Internet communications are not secure and, therefore, Google does not accept legal responsibility for the contents of this message as it has been transmitted over a public network. If you suspect the message may have been intercepted or amended please call me.

De: COULHON Thierry - Secrétariat
Envoyé: mercredi 18 octobre 2017 18:34
À: O Cédric - Secrétariat; sec.jonathan.nussbaumer@pm.gouv.fr; AUBERT Fabrice -
Secrétariat
Cc: COULHON Thierry - Secrétariat; COULHON Thierry
Objet: Google.

Mesdames,

Monsieur Thierry COULHON, Conseiller Éducation, Enseignement Supérieur, Recherche et Innovation, se rendra, ce Jeudi 19 octobre 2017, dans les locaux de Google afin d'y rencontrer Messieurs Ludovic PÉRAN et Olivier ESPER. Une visio-conférence sera organisée avec Monsieur Emmanuel MOGENET, Directeur du centre de recherche de Google dédié à l'Intelligence artificielle en Europe.

Nous vous remercions de bien vouloir en Informer Messieurs Cédric O, Fabrice AUBERT et Jonathan NUSSBAUMER.

Bien à vous.
Brigitte

Secrétariat de M. Thierry COULHON
Conseiller Éducation, Enseignement Supérieur,
Recherche et Innovation
01.42.92.85.40
secretariat.coulhon@elysee.fr

De: AUBERT Fabrice - Secrétariat
Envoyé: vendredi 20 octobre 2017 14:42
À: AUBERT Fabrice
Objet: RE: Google

Fabrice

Je viens d'avoir Monsieur ESPER Il viendra vous voir le lundi 6 novembre à 15H

Carole

De : AUBERT Fabrice - Secrétariat
Envoyé : vendredi 20 octobre 2017 08:51
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Objet : RE: Google

Bonjour Monsieur,

Je peux vous proposer le lundi 6 novembre à 15 H ou le Jeudi 9 novembre à 18H.

Je vous remercie de bien vouloir m'indiquer si l'un de ces créneaux vous convient.

Bien cordialement,

Secrétariat de M. Fabrice AUBERT
Conseiller Institutions, Action publique et transition numérique
Présidence de la République
+33.1.42.92.77.66



De : AUBERT Fabrice
Envoyé : Jeudi 19 octobre 2017 20:07
À : Olivier Esper <esper@google.com>
Cc : AUBERT Fabrice - Secrétariat <secretariat.aubert@elysee.fr>
Objet : RE: Google

Bonsoir Olivier,

Oui bien sûr. Thierry m'a effec dit le plus grand bien de la séquence de ce matin.

A ta disposition pour se voir ou s'appeler rapidement. Je porte mon secrétariat en copie pour qu'il puisse te donner des créneaux.

Bien cordialement,

Fabrice

De : Olivier Esper [<mailto:esper@google.com>]
Envoyé : jeudi 19 octobre 2017 18:18
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Objet : Google

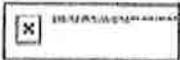
Bonsoir Fabrice,

Je t'écris pour prendre le relais de Benoît Loutrel et dans le prolongement d'un rendez-vous très positif ce matin entre Thierry Coulhon et notre directeur de la recherche en intelligence artificielle à Zurich.

Pour avancer et te faire un point sur les perspectives de développement de Google (développement en région), si tu me le permets, je vois avec ton bureau si tu aurais un petit créneau dans les prochains jours/semaines.

Bien cordialement,
Olivier

--
Olivier ESPER
esper@google.com
+33 1 42 68 55 19 / +33 6 27 84 50 44



This email and the information it contains are confidential and may be privileged. If you have received this email in error please notify me immediately. You should not copy it for any purpose, or disclose its contents to any other person. Internet communications are not secure and, therefore, Google does not accept legal responsibility for the contents of this message as it has been transmitted over a public network. If you suspect the message may have been intercepted or amended please call me.

De: KOHLER Alexis - secrétariat
Envoyé: jeudi 6 juillet 2017 15:53
À: ZAJDENWEBER Alexis; DE BAYSER Anne; O Cédric; AUBERT Fabrice
Cc: ZAJDENWEBER Alexis - Secrétariat; DE BAYSER Anne - Secrétariat; O Cédric - Secrétariat; AUBERT Fabrice - Secrétariat
Objet: TR: Rdv Google demain vendredi 7 juillet

Pour votre information les participants à l'entretien de demain.
 Nous les informons de la vôtre.

De : Alexandra Jackson [mailto:ajackson@image7.fr]
Envoyé : jeudi 6 juillet 2017 14:35
À : KOHLER Alexis - secrétariat <secretariat.kohler@elysee.fr>
Cc : Delphine Burgaud <dburgaud@image7.fr>; Matylda Brzezinska <mb@image7.fr>
Objet : Rdv Google demain vendredi 7 juillet

Madame,

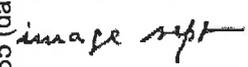
Dans le prolongement de notre conversation téléphonique, je vous confirme les présents au rdv demain à 11h avec Alexis Kohler :

- Caroline Atkinson – responsable de la politique internationale de Google
- Sébastien Missoffe – directeur Général de Google France
- Benoit Loutrel – directeur des affaires publiques de Google France

Pourriez-vous me dire les conseillers qui accompagneront Alexis Kohler à ce rdv.

Dans cette attente.
 Bien cordialement

Alexandra Jackson



3 rue Jacques Bingen - 75017 Paris
 T. 01 53 70 74 22 - M. 06 15 14 74 23
ajackson@image7.fr
image7.fr

TA-Paris 1923995 - reçu le 18 mars 2022 à 15:35 (date et heure de métropole)

Les informations contenues dans ce message ainsi que dans les pièces jointes sont strictement confidentielles et réservées à l'usage exclusif de ses destinataires. Si vous prenez connaissance de ce message sans en être le (la) destinataire, vous êtes prié(e) d'en aviser immédiatement l'émetteur et de le détruire sous toutes ses formes. Toute diffusion ou publication, totale ou partielle, est interdite sauf autorisation expresse de l'émetteur. Les meilleurs efforts sont faits pour maintenir cette transmission exempte de tout virus mais l'intégrité de ce message n'est pas assurée sur Internet : il a pu être altéré ou falsifié. Les points de vue ou avis émanent de son auteur et ne représentent pas nécessairement ceux de la société. Son contenu ne peut engager la responsabilité d'Image Sept et de ses filiales.

This message and any attachments are strictly confidential and intended solely for the addressees. If you have received this message in error please delete it and notify the sender immediately. Any dissemination or disclosure, either whole or partial, is prohibited except formal approval of the sender. Best efforts are made in order to keep this message free of virus, but integrity of this message is not guaranteed through the Internet : it could have been altered or falsified. The views or opinions presented here are solely of the author and do not necessarily represent those of enterprise. Its content cannot bind Image Sept and its subsidiaries.

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Les conseillers

Paris, 5 juillet 2017

NOTE A L'ATTENTION DE
MONSIEUR LE SECRETAIRE GENERAL
S/c de Mme la Secrétaire Générale adjointe

Objet : RDV Google du 7 juillet

Vous recevez ce vendredi Caroline Atkinson, responsable de la politique internationale de Google, accompagnée de Sébastien Missoffe, directeur Général de Google France, et Benoit Loutrel, directeur des affaires publiques de Google France.

Cette réunion permettra à la fois un suivi de l'entretien entre le Président et Eric Schmidt à Vivatech, et de faire le point sur les thématiques qui n'ont justement pas été abordées lors de cet entretien.

1. Pour mémoire, Eric Schmidt et le Président de la République avaient à titre principal évoqué la façon dont Google pourrait être moteur :

- en France sur les sujets de l'intelligence artificielle (sponsorship de programmes de recherche et de formation ; voire un renforcement des investissements directs et des équipes Google en France) ;
- en France et en Europe, sur la lutte contre le terrorisme et la propagande djihadiste (via notamment un renforcement massif des moyens technologiques et humains consacrés à la reconnaissance et à l'effacement de contenus sur Youtube).

Le suivi de ces discussions feront l'objet d'une réunion technique au niveau des conseillers le 11 juillet.

2. En revanche, deux sujets importants n'ont pas été abordés à l'occasion de ce premier entretien :

- La fiscalité (le rdv de Vivatech est intervenu en même temps que le dénouement du contentieux fiscal de l'Etat avec Google devant le TA de Paris, qui a donné raison à Alphabet et invalidé le redressement de 1.2Md€). Vous pourrez réitérer le message de fermeté de la France sur le nécessaire rééquilibrage entre Etats de la fiscalité des géants du numérique, et sur la volonté de voir les entreprises qui génèrent un chiffre d'affaires significatifs sur le territoire français acquitter une juste part d'impôt à la collectivité.

A ce titre, vous pourrez rappeler que le cadre d'action privilégié par la France est celui de l'UE (directive ACCIS ou tout autre véhicule), et dans une moindre mesure de l'OCDE, mais que la pression en faveur d'une solution nationale - de type taxe déductible sur le CA - serait grandissante si un régime supranational satisfaisant tardait à être trouvé. A noter que Google est particulièrement hostile à l'idée d'une fiscalisation reposant sur une base taxable nouvelle, liée à la « présence numérique ».

Vous pourrez également souligner que d'autres grandes sociétés du numérique, comme Amazon, ont fiscalement un établissement stable en France.

- Les aspects de concurrence et de consommation : Google a été condamné par la Commission européenne pour abus de position dominante dans son service de comparaison de prix, Google Shopping. Il est reproché à Google d'avoir systématiquement publié en premiers résultats de recherche les propositions de son propre comparateur, au détriment de ses concurrents et des consommateurs européens. Google est sanctionné d'une amende de 2.42 milliards d'euros et doit mettre un terme à son comportement illégal dans un délai de 90 jours à compter de la décision. Si Google ne se conforme pas à la décision, il sera passible d'astreintes journalières pour manquement pouvant aller jusqu'à 5 % du chiffre d'affaires mondial quotidien moyen d'Alphabet. Cette décision pourra surtout susciter des actions en dommages et intérêts supplémentaires de toutes les parties lésées par le comportement anticoncurrentiel de Google.
Google devrait en principe exercer un recours contre cette décision devant les juridictions de l'Union, mais ce recours n'est pas suspensif.

Plusieurs autres enquêtes sont en cours au niveau européen et national (notamment sur le système d'exploitation Android et sur les technologies de publicité en ligne, via le service AdSense).

Cette décision pose plus généralement la question de la responsabilité des grandes plateformes dans la neutralité du net (y compris sous l'angle de la concurrence B2B) et dans la protection des consommateurs, les capacités des contrôleurs nationaux à vérifier la conformité des algorithmes étant encore limitées. Vous pourrez interroger Google sur son appréhension du sujet et sur ses intentions quant à la coopération avec les autorités de contrôle.

Annexe : Biographie de Caroline Atkinson

Caroline Atkinson is the head of global policy at Google, where she advises Google's leadership on policy issues and leads Google's work with policy makers, government officials, and key political stakeholders.

Prior to joining Google, Caroline served as President Barack Obama's Deputy National Security Advisor for International Economics. As the President's senior international economic advisor, Caroline supported the President at major international economic summits and coordinated the policymaking process for international economic affairs. During her tenure, she was the US "sherpa" at G7 and G20 summits, and helped to drive global agreement on a diverse set of issues, including global trade, employment, climate change and the response to the Ebola crisis.

Before working directly for President Obama, Caroline held senior roles at the International Monetary Fund, the U.S. Treasury Department, and the Bank of England, and worked as a journalist for The Washington Post, The Economist, and The Times of London. She holds a B.A. in politics, philosophy and economics (PPE) from Oxford University.

De: MARTEL Laurent <laurent.martel@pm.gouv.fr>
Envoyé: mardi 4 juillet 2017 00:17
À: AUBERT Fabrice; O Cédric; KOHLER Alexis - secrétariat; ZAJDENWEBER Alexis; DE BAYSER Anne
Objet: RE : demande d'entretien Caroline Atkinson (Google)

Très bonne chose en effet.

Envoyé depuis mon smartphone Samsung Galaxy.

----- Message d'origine -----

De : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Date : 03/07/2017 23:50 (GMT+01:00)
À : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>, KOHLER Alexis - secrétariat <secretariat.kohler@elysee.fr>, ZAJDENWEBER Alexis <alexis.zajdenweber@elysee.fr>, DE BAYSER Anne <anne.de-baysier@elysee.fr>
Cc : MARTEL Laurent <laurent.martel@pm.gouv.fr>
Objet : RE : demande d'entretien Caroline Atkinson (Google)

Oui absolument. Et ce d'autant plus qu'elle le propose.
C'est également une bonne chose que le sujet concurrence soit au menu.
Favorable, donc.

Bonne soirée
Fabrice

----- Message d'origine -----

De : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>
Date : 03/07/2017 22:01 (GMT+01:00)
À : KOHLER Alexis - secrétariat <secretariat.kohler@elysee.fr>, AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>, ZAJDENWEBER Alexis <alexis.zajdenweber@elysee.fr>, DE BAYSER Anne <anne.de-baysier@elysee.fr>
Cc : Laurent Martel <laurent.martel@pm.gouv.fr>
Objet : RE: demande d'entretien Caroline Atkinson (Google)

Fabrice, est ce que ne serait pas l'occasion d'avoir un petit échange franc sur les questions fiscales (celui que n'a pas eu le PR avec Schmitt) ? C'est le bon niveau ?

Magic Martel en copie

De : KOHLER Alexis - secrétariat
Envoyé : lundi 3 juillet 2017 21:59
À : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>; AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>; ZAJDENWEBER Alexis <alexis.zajdenweber@elysee.fr>; DE BAYSER Anne <anne.de-baysier@elysee.fr>
Objet : TR: demande d'entretien Caroline Atkinson (Google)

Bonsoir,
Le SG souhaiterait connaître votre avis sur cette demande de RV.

Merci de votre retour.

De : Delphine Burgaud [mailto:dburgaud@image7.fr]
Envoyé : lundi 3 juillet 2017 12:20
À : KOHLER Alexis <alexis.kohler@elysee.fr>
Objet : demande d'entretien Caroline Atkinson (Google)

Monsieur le Secrétaire Général,

Je me permets de vous contacter de la part de Caroline Atkinson, responsable de la politique internationale de Google, que vous avez déjà rencontré en 2016 dans vos précédentes fonctions.

Elle est présente en France cette semaine à l'occasion des rencontres économiques d'Aix-en-Provence (7 au 9 juillet).

Elle souhaiterait vivement profiter de son passage à Paris, le **vendredi 7 juillet**, pour vous rencontrer et échanger avec vous sur tous les sujets actuels de la transformation du numérique, de l'innovation, de la concurrence ou encore de la fiscalité qui concernent Google en France ainsi que leurs projets d'investissement. Nous sommes bien conscients de la brièveté du délai, cependant, sa venue en France est une belle occasion pour une rencontre brève mais intéressante pour les deux parties !

Pour rappel, avant de rejoindre Google en 2014, Caroline Atkinson fut conseillère aux affaires économiques du Président Obama. Elle a également travaillé au Fonds Monétaire International, au Trésor américain, ainsi qu'au Washington Post, The Economist et au Times.

J'espère que votre agenda permettra d'organiser cette rencontre et vous remercie par avance de l'attention portée à cette demande.

Bien à vous,

Delphine Burgaud



3 rue Jacques Bingen - 75017 Paris
T. +33 1 53 70 74 38 - M. + 33 6 07 38 96 64
dburgaud@image7.fr
image7.fr

TA-Paris 1923995 - reçu le 18 mars 2022 à 15:35 (date et heure de métropole)

Les informations contenues dans ce message ainsi que dans les pièces jointes sont strictement confidentielles et réservées à l'usage exclusif de ses destinataires. Si vous prenez connaissance de ce message sans en être le (la) destinataire, vous êtes prié(e) d'en aviser immédiatement l'émetteur et de le détruire sous toutes ses formes. Toute diffusion ou publication, totale ou partielle, est interdite sauf autorisation expresse de l'émetteur. Les meilleurs efforts sont faits pour maintenir cette transmission exempte de tout virus mais l'intégrité de ce message n'est pas assurée sur Internet : il a pu être altéré ou falsifié. Les points de vue ou avis émanant de son auteur et ne représentent pas nécessairement ceux de la société. Son contenu ne peut engager la responsabilité d'Image Sept et de ses filiales.

This message and any attachments are strictly confidential and intended solely for the addressees. If you have received this message in error please delete it and notify the sender immediately. Any dissemination or disclosure, either whole or partial, is prohibited except formal approval of the sender. Best efforts are made in order to keep this message free of virus, but integrity of this message is not guaranteed through the Internet : it could have been altered or falsified. The views or opinions presented here are solely of the author and do not necessarily represent those of the enterprise. Its content cannot bind Image Sept and its subsidiaries.

De: AUBERT Fabrice - Secrétariat
Envoyé: vendredi 20 octobre 2017 14:42
À: AUBERT Fabrice
Objet: RE: Google

Fabrice

Je viens d'avoir Monsieur ESPER il viendra vous voir le lundi 6 novembre à 15H

Carole

De : AUBERT Fabrice - Secrétariat
Envoyé : vendredi 20 octobre 2017 08:51
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Objet : RE: Google

Bonjour Monsieur,

Je peux vous proposer le lundi 6 novembre à 15 H ou le jeudi 9 novembre à 18H.

Je vous remercie de bien vouloir m'indiquer si l'un de ces créneaux vous convient.

Bien cordialement,

Secrétariat de M. Fabrice AUBERT
Conseiller Institutions, Action publique et transition numérique
Présidence de la République
 +33.1.42.92.77.66



De : AUBERT Fabrice
Envoyé : jeudi 19 octobre 2017 20:07
À : Olivier Esper <esper@google.com>
Cc : AUBERT Fabrice - Secrétariat <secretariat.aubert@elysee.fr>
Objet : RE: Google

Bonsoir Olivier,

Oui bien sûr. Thierry m'a effec dit le plus grand bien de la séquence de ce matin.

A ta disposition pour se voir ou s'appeler rapidement. Je porte mon secrétariat en copie pour qu'il puisse te donner des créneaux.

Bien cordialement,
 Fabrice

TA-Paris 1923995 - reçu le 18 mars 2022 à 15:35 (date et heure de métropole)

De : Olivier Esper [<mailto:esper@google.com>]
Envoyé : Jeudi 19 octobre 2017 18:18
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Objet : Google

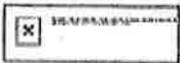
Bonsoir Fabrice,

Je t'écris pour prendre le relais de Benoît Loutrel et dans le prolongement d'un rendez-vous très positif ce matin entre Thierry Coulhon et notre directeur de la recherche en intelligence artificielle à Zurich.

Pour avancer et te faire un point sur les perspectives de développement de Google (développement en région), si tu me le permets, je vois avec ton bureau si tu aurais un petit créneau dans les prochains jours/semaines.

Bien cordialement,
Olivier

--
Olivier ESPER
esper@google.com
+33 1 42 68 55 19 / +33 6 27 84 50 44



This email and the information it contains are confidential and may be privileged. If you have received this email in error please notify me immediately. You should not copy it for any purpose, or disclose its contents to any other person. Internet communications are not secure and, therefore, Google does not accept legal responsibility for the contents of this message as it has been transmitted over a public network. If you suspect the message may have been intercepted or amended please call me.

De: AUBERT Fabrice - Secrétariat
Envoyé: lundi 13 novembre 2017 18:45
À: esper@google.com
Cc: BRISSET (sec-dircab@numerique.gouv.fr); sec-conseillers@numerique.gouv.fr
Objet: RE: échanges SENUM

Monsieur Esper,

Ces créneaux n'étant plus disponibles pour vous, nous vous proposons le 11 décembre à 18h30.

Merci de votre validation par retour,

Bien à vous,

Sophie

De : AUBERT Fabrice - Secrétariat
Envoyé : lundi 13 novembre 2017 18:30
À : esper@google.com
Cc : 'BRISSET (sec-dircab@numerique.gouv.fr)' <sec-dircab@numerique.gouv.fr>; 'sec-conseillers@numerique.gouv.fr' <sec-conseillers@numerique.gouv.fr>
Objet : RE: échanges SENUM

Bonsoir Monsieur Esper,

Comme évoqué au téléphone à l'instant nous vous proposons le créneau du 5 décembre à 15h00, (ou sinon le 6 à 18h30), en présence de Messieurs Tiro et Maucort.

Le lieu définitif serait à confirmer ultérieurement (Elysée ou Secrétariat d'Etat au Numérique)

Merci de votre confirmation par retour,

Bien cordialement,

Secrétariat de M. Fabrice AUBERT
Conseiller Institutions, Action publique et transition numérique
Présidence de la République
 +33.1.42.92.77.66



De : AUBERT Fabrice
Envoyé : lundi 13 novembre 2017 15:24
À : esper@google.com
Cc : TIROT Gregoire <gregoire.tirot@numerique.gouv.fr>; MAUCORT Mathieu <mathieu.maucort@numerique.gouv.fr>; AUBERT Fabrice - Secrétariat <secretariat.aubert@elysee.fr>
Objet : échanges SENUM

Olivier,

Comme convenu je monte un point avec toi et le cabinet de Mounir Mahjoubi pour faire un tour des sujets évoqués, en particulier inclusion numérique (maisons du numérique) et IA.

Mon secrétariat, en copie, se charge de convenir d'un créneau avec vous.

Bonne journée

Fabrice

De: AUBERT Fabrice
Envoyé: lundi 17 juillet 2017 11:55
À: O Cédric; NUSSBAUMER Jonathan (jonathan.nussbaumer@pm.gouv.fr); AUBERT Fabrice - Secrétariat
Cc: AUBERT Fabrice - Secrétariat; NUSSBAUMER Jonathan Secretariat
Objet: RE : rdv Microsoft France - Président Vahé Torossian

Indicateur de suivi: Assurer un suivi
État de l'indicateur: Terminé

Oui ok pour moi. Merci Cedric

----- Message d'origine -----

De : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>
Date : 17/07/2017 11:44 (GMT+01:00)
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>, "NUSSBAUMER Jonathan (jonathan.nussbaumer@pm.gouv.fr)" <jonathan.nussbaumer@pm.gouv.fr>
Cc : AUBERT Fabrice - Secrétariat <secretariat.aubert@elysee.fr>, NUSSBAUMER Jonathan Secretariat <sec.jonathan.nussbaumer@pm.gouv.fr>
Objet : TR: rdv Microsoft France - Président Vahé Torossian

Vous pourriez être là ? Désolé, Je n'avales pas prévu que cela concerne autant vos sujets. Dites moi si vous voulez qu'on décale pour pouvoir être présents

TA-Paris 1923995 - reçu le 18 mars 2022 à 15:35 (date et heure de métropole)

De : Jean Renaud Roy (CELA) [mailto:jeroy@microsoft.com]
Envoyé : lundi 17 juillet 2017 11:42
À : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>
Cc : O Cédric - Secrétariat <secretariat.o@elysee.fr>
Objet : RE: rdv Microsoft France - Président Vahé Torossian

Je prends pour **17H le 26/07**, je te remercie, c'est super. Je l'accompagnerai.

Au niveau de l'agenda, on te propose :

- IA
- transformation digitale de l'administration.

On peut aborder d'autres sujets à ta convenance (E-Evidence, Encryption, cloud, etc).

J'ai un nouveau sujet aussi : TV White Space > Microsoft lance un plan, dans plusieurs pays dont US et UK, afin d'équiper les zones rurales en THD via une technologie utilisant les fréquences TV disponibles dans les 600 MHz (il y en a en France). Cette techno coûte 80% moins cher que la fibre pour ces zones difficiles à aménager et peu rentables pour les telcos et les collectivités. On en discute si tu veux, cela peut rentrer dans l'engagement de campagne du PR pour amener le haut débit partout. Voici le lien vers n'annonce faite le 11/07 pour les US (2 millions de personnes couvertes par ces technos en 2022) <https://blogs.microsoft.com/on-the-issues/2017/07/10/rural-broadband-strategy-connecting-rural-america-new-opportunities/>

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director
 Corporate, External and Legal Affairs
 Microsoft France

M : +33 (0) 609 709 599 - @jr_roy | [LinkedIn](#)

 Microsoft

De : O Cédric [<mailto:cedric.o@elysee.fr>]
Envoyé : lundi 17 juillet 2017 11:26
À : Jean Renaud Roy (CELA) <jeroy@microsoft.com>
Cc : O Cédric - Secrétariat <secretariat.o@elysee.fr>
Objet : RE: rdv Microsoft France - Président Vahé Torossian

On peut dire le 26 16h ou 17h
@+

De : Jean Renaud Roy (CELA) [<mailto:jeroy@microsoft.com>]
Envoyé : lundi 17 juillet 2017 11:21
À : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>
Objet : RE: rdv Microsoft France - Président Vahé Torossian

Bonjour Cédric,

Merçi pour ta patience, comme tu voulais voir mon Président, j'ai eu qq difficultés à lui trouver des dispo parce qu'il est aux US une grande partie de juillet. Par contre il revient en France du 26 au 27 au soir.

Le 26 matin ce sera trop court, il atterrit vers 10H, est-ce que tu peux décaler dans l'aprem, sachant que nous avons un RDV à 19H15 avec Mounir. Sinon le 27 matin ?

Dis-moi,

Bien à toi,

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director
Corporate, External and Legal Affairs
Microsoft France
M : +33 (0) 609 709 599 - @jr_roy | [LinkedIn](#)

 Microsoft

De: NUSSBAUMER Jonathan <jonathan.nussbaumer@pm.gouv.fr>
Envoyé: lundi 17 juillet 2017 15:02
À: O Cédric; AUBERT Fabrice
Cc: AUBERT Fabrice - Secrétariat; NUSSBAUMER Jonathan Secretariat
Objet: RE: rdv Microsoft France - Président Vahé Torossian

OK pour moi.

De : O Cédric [mailto:cedric.o@elysee.fr]
Envoyé : lundi 17 juillet 2017 11:45
À : AUBERT Fabrice; NUSSBAUMER Jonathan
Cc : AUBERT Fabrice - Secrétariat; NUSSBAUMER Jonathan Secretariat
Objet : TR: rdv Microsoft France - Président Vahé Torossian

Vous pourriez être là ? Désolé, je n'avaux pas prévu que cela concerne autant vos sujets. Dites moi si vous voulez qu'on décale pour pouvoir être présents

De : Jean Renaud Roy (CELA) [mailto:jeroy@microsoft.com]
Envoyé : lundi 17 juillet 2017 11:42
À : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>
Cc : O Cédric - Secrétariat <secretariat.o@elysee.fr>
Objet : RE: rdv Microsoft France - Président Vahé Torossian

Je prends pour **17H le 26/07**, je te remercie, c'est super.
Je l'accompagnerai.

Au niveau de l'agenda, on te propose :

- IA
- transformation digitale de l'administration.
-

On peut aborder d'autres sujets à ta convenance (E-Evidence, Encryption, cloud, etc).

J'ai un nouveau sujet aussi : TV White Space > Microsoft lance un plan, dans plusieurs pays dont US et UK, afin d'équiper les zones rurales en THD via une technologie utilisant les fréquences TV disponibles dans les 600 MHz (Il y en a en France). Cette techno coûte 80% moins cher que la fibre pour ces zones difficiles à aménager et peu rentables pour les telcos et les collectivités. On en discute si tu veux, cela peut rentrer dans l'engagement de campagne du PR pour amener le haut débit partout. Voici le lien vers n'annonce faite le 11/07 pour les US (2 millions de personnes couvertes par ces technos en 2022) <https://blogs.microsoft.com/on-the-issues/2017/07/10/rural-broadband-strategy-connecting-rural-america-new-opportunities/>

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director
Corporate, External and Legal Affairs
Microsoft France
M : +33 (0) 609 709 599 - @jr_roy | LinkedIn

 Microsoft

De : O Cédric [mailto:cedric.o@elysee.fr]
Envoyé : lundi 17 juillet 2017 11:26
À : Jean Renaud Roy (CELA) <jeroy@microsoft.com>
Cc : O Cédric - Secrétariat <secretariat.o@elysee.fr>
Objet : RE: rdv Microsoft France - Président Vahé Torossian

[Numéro de page]

On peut dire le 26 16h ou 17h

@+

De : Jean Renaud Roy (CELA) [mailto:ieroy@microsoft.com]

Envoyé : lundi 17 juillet 2017 11:21

À : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>

Objet : RE: rdv Microsoft France - Président Vahé Torossian

Bonjour Cédric,

Merci pour ta patience, comme tu voulais voir mon Président, j'ai eu qq difficultés à lui trouver des dispos parce qu'il est aux US une grande partie de juillet. Par contre il revient en France du 26 au 27 au soir.

Le 26 matin ce sera trop court, il atterrit vers 10H, est-ce que tu peux décaler dans l'après-midi, sachant que nous avons un RDV à 19H15 avec Mounir. Sinon le 27 matin ?

Dis-moi,

Bien à toi,

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director

Corporate, External and Legal Affairs

Microsoft France

M : +33 (0) 609 709 599 - @jr_roy | [LinkedIn](#)

 Microsoft

De: AUBERT Fabrice
Envoyé: mardi 17 octobre 2017 18:04
À: Jean Renaud Roy (CELA)
Cc: O Cédric; AUBERT Fabrice - Secrétariat
Objet: RE: Décision Cour de Justice US ce jour > Microsoft vs. Justice américaine / NY Warrant Case

Entendu, merci et à jeudi.

De : Jean Renaud Roy (CELA) [mailto:jeroy@microsoft.com]
Envoyé : mardi 17 octobre 2017 17:50
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Cc : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>; AUBERT Fabrice - Secrétariat <secretariat.aubert@elysee.fr>
Objet : RE: Décision Cour de Justice US ce jour > Microsoft vs. Justice américaine / NY Warrant Case

Parfait de mon côté jeudi 17h30. Je vous envoie une invitation pour conf call si cela vous convient.
 Très cordialement,

Jean-Renaud Roy
 Corporate Affairs Director
 Microsoft France
 +33 609 709 599

De : AUBERT Fabrice
Envoyé le : mardi 17 octobre 2017 17:43
À : Jean Renaud Roy (CELA)
Cc : O Cédric; AUBERT Fabrice - Secrétariat
Objet : RE: Décision Cour de Justice US ce jour > Microsoft vs. Justice américaine / NY Warrant Case

Bonjour Jean-Renaud,
 Oui, je pense que c'est important d'échanger de vive voix. Pour programmer cela rapidement, pourrait-on convenir d'un rdv téléphonique jeudi après-midi à 17h30 par exemple ?
 Bien à vous,
 FA

De : Jean Renaud Roy (CELA) [mailto:jeroy@microsoft.com]
Envoyé : mardi 17 octobre 2017 12:30
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Cc : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>
Objet : RE: Décision Cour de Justice US ce jour > Microsoft vs. Justice américaine / NY Warrant Case

Bonjour Fabrice,

Plusieurs articles sont sortis sur le sujet en France, dont celui-ci-dessous du Monde où je lis le questionnement du Gouvernement, notamment sur la question de l'extraterritorialité.

Il me semble urgent que l'on en parle maintenant, pouvez-vous me proposer des dates à votre agenda ?

Merci beaucoup,

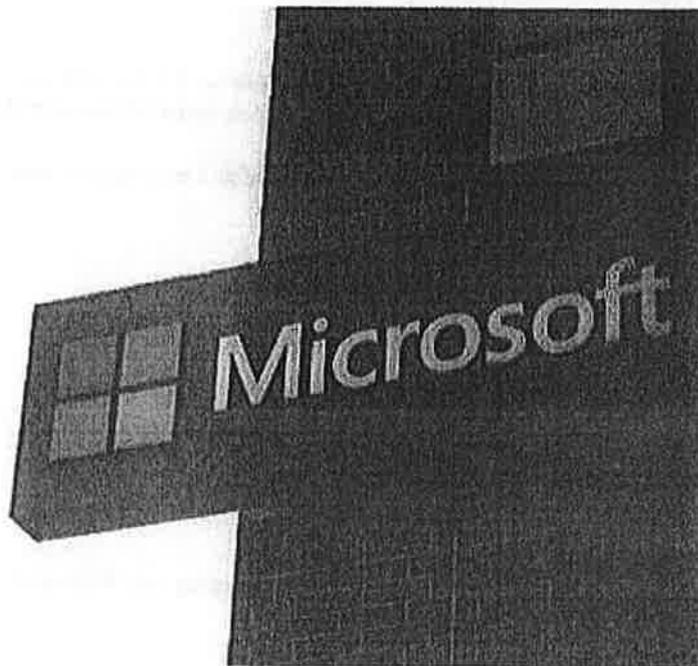
TA-Paris 1923995 - reçu le 18 mars 2022 à 15:35 (date et heure de métropole)

Très cordialement,

Microsoft devant la Cour suprême pour défendre la protection des données

Pour l'éditeur de logiciels, une décision défavorable octroierait à la justice américaine un droit extraterritorial inédit. Le gouvernement français n'en est pas convaincu.

LE MONDE ECONOMIE | 17.10.2017 à 11h23 | Par [Sandrine Cassini](http://www.lemonde.fr/acces-restrict/economie/article/2017/10/17/ae1c12327e2b48b656113b61f929f813_5201963_3234.html) http://www.lemonde.fr/acces-restrict/economie/article/2017/10/17/ae1c12327e2b48b656113b61f929f813_5201963_3234.html



Le premier éditeur de logiciels a refusé de livrer les e-mails d'un trafiquant de drogue présumé requis directement par la justice américaine Brian Snyder / REUTERS

La justice américaine a-t-elle le droit de saisir des courriels hors des Etats-Unis ? C'est à cette question que va tenter de répondre la Cour suprême du pays, qui s'est saisie d'un cas porté par le département américain de la justice en litige avec Microsoft.

Le premier éditeur de logiciels a refusé de livrer les e-mails d'un trafiquant de drogue présumé requis directement par la justice américaine. Or, selon Microsoft, le FBI aurait dû passer par la coopération judiciaire internationale pour obtenir des mails hébergés sur ses serveurs en Irlande. En 2016, l'éditeur avait obtenu gain de cause auprès d'une cour d'appel américaine, froissant le département de la justice.

« Les données personnelles des individus doivent être protégées par les lois de leur pays et les informations stockées dans le cloud doivent bénéficier de la même protection que des documents déposés sur un bureau », a réagi Brad Smith, président et directeur juridique de Microsoft.

Pour ce dernier, une décision défavorable octroierait à la justice américaine un droit extraterritorial inédit.

En quête d'appui

Pour Microsoft, l'enjeu est énorme. Ces dernières années, les entreprises américaines ont eu du mal à gagner la confiance de leurs clients. Ceux-ci craignaient d'abord les effets du Privacy Act, cette loi d'exception, adoptée après les attentats du 11-Septembre 2001, qui donne au gouvernement américain un accès aux données détenues par ses opérateurs de service. Ils ont ensuite été effrayés par les révélations d'Edward Snowden sur la surveillance de masse pratiquée par la National Security Agency (NSA).

Lire aussi : A peine adopté, l'accord Privacy Shield sur les données personnelles est déjà menacé

Pour rassurer ses clients, le groupe a pris le taureau par les cornes, installant ses serveurs partout en Europe

Pour rassurer ses clients, Microsoft a pris le taureau par les cornes, installant ses serveurs partout en Europe, et croisant le fer avec la justice américaine. La saisie des courriels pourrait d'ailleurs ouvrir la boîte de Pandore. « *Les logiciels de Microsoft sont de plus en plus connectés entre eux. Le risque serait que cela soit étendu à n'importe quel contenu hébergé sur leur data center* », explique Donald Callahan, analyste au sein du cabinet de conseil en systèmes d'information Duquesne Group.

Dans son combat, l'éditeur de logiciels recherche désormais l'appui d'autres industriels et des différents gouvernements européens. « *C'est notre souveraineté numérique qui est en jeu. Une donnée hébergée en Europe doit rester en Europe* », lance Laurent Baudart, directeur général du Syntec Numérique. La fédération professionnelle des sociétés informatiques songe à déposer un Amicus Curiae devant la Cour Suprême, autrement dit un témoignage en défense de Microsoft.

Améliorer la coopération transatlantique

En revanche, au sein du gouvernement français, les positions sont moins consensuelles. Selon nos informations, une réunion interministérielle a eu lieu la semaine dernière pour évoquer la question. Aucune décision officielle n'aurait encore été arrêtée. Coordonnés par le ministère des affaires étrangères, les ministères de l'économie, de l'intérieur, de la justice et le secrétariat au numérique ont été mis à contribution. Une source considère que l'analyse de Microsoft est « erronée » et qu'une décision de la Cour suprême ne donnerait pas un droit extraterritorial à la loi américaine. Une autre défend le système américain et fustige le caractère obsolète de certaines réglementations, ainsi que l'attitude des géants du Net.

Lire aussi : Protection des données : Microsoft tente d'amadouer la CNIL

« *Pour demander le contenu d'e-mails aux Etats-Unis, il faut le mandat d'un juge difficile à obtenir. Ce système est très protecteur. Les fournisseurs de service s'exécutaient jusqu'au jour où Microsoft a dit : "non désolé mes serveurs sont en Irlande." Mais que veut dire la territorialité des données à l'heure du numérique ?* », s'interroge un haut fonctionnaire.

Si les Français hésitent aussi à lancer un combat contre les Etats-Unis, c'est qu'ils espèrent améliorer la coopération transatlantique, afin, eux aussi, d'obtenir plus d'informations de la part des plates-formes Internet pour les propres besoins des policiers français. « *Comment fait-on pour faciliter l'accès aux données des plates-formes ?* », s'interroge un témoin des discussions. Les enquêteurs n'ont ainsi obtenu aucune information de la part de Snapchat dans le cadre de la disparition, il y a deux ans, d'un adolescent.

A ce jour, le traité de coopération judiciaire international, le MLAT, ne permet plus de « répondre aux besoins en termes de volume », explique le haut fonctionnaire. Si les plates-formes se montrent peu coopératives, c'est aussi parce qu'elles craignent qu'en coopérant avec la France, elles seront obligées de faire de même avec des pays non démocratiques. Un véritable casse-tête à l'heure du numérique.

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director
Corporate, External and Legal Affairs
Microsoft France
M : +33 (0) 609 709 599 - @jr_roy | [LinkedIn](#)



This message (including any attachments) is intended only for the use of the individual or entity to which it is addressed and may contain information that is non-public, proprietary, privileged, confidential, and exempt from disclosure under applicable law. If you are not the intended recipient, you are hereby notified that any use, dissemination, distribution, or copying of this communication is strictly prohibited. If you have received this communication in error, notify us immediately by telephone and delete this message. Thank you.

De : Jean Renaud Roy (CELA)
Envoyé : lundi 16 octobre 2017 15:49
À : 'AUBERT Fabrice' <fabrice.aubert@elysee.fr>
Cc : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>
Objet : RE: Décision Cour de Justice US ce jour > Microsoft vs. Justice américaine / NY Warrant Case

Fabrice,

Je vous confirme que la Cour Suprême des États-Unis a décidé de se saisir de l'affaire.

A votre disposition donc pour échanger au plus vite.

Très cordialement,

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director
Corporate, External and Legal Affairs
Microsoft France
M : +33 (0) 609 709 599 - @jr_roy | [LinkedIn](#)



This message (including any attachments) is intended only for the use of the individual or entity to which it is addressed and may contain information that is non-public, proprietary, privileged, confidential, and exempt from disclosure under applicable law. If you are not the intended recipient, you are hereby notified that any use, dissemination, distribution, or copying of this communication is strictly prohibited. If you have received this communication in error, notify us immediately by telephone and delete this message. Thank you.

De : AUBERT Fabrice [<mailto:fabrice.aubert@elysee.fr>]
Envoyé : lundi 16 octobre 2017 13:54
À : Jean Renaud Roy (CELA) <jeroy@microsoft.com>
Cc : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>
Objet : RE: Décision Cour de Justice US ce jour > Microsoft vs. Justice américaine / NY Warrant Case

Bonjour ;
Bien reçu, merci de votre message.
Oui, reprenons contact à la suite de cette décision.
Bien cordialement,
Fabrice Aubert

De : Jean Renaud Roy (CELA) [mailto:jeroy@microsoft.com]
Envoyé : lundi 16 octobre 2017 13:08
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>
Cc : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>
Objet : Décision Cour de Justice US ce jour > Microsoft vs. Justice américaine / NY Warrant Case

Bonjour,

Je me permets de vous signaler que c'est certainement aujourd'hui lundi 16 octobre que la Cour Suprême US, saisie par la nouvelle administration américaine, se prononcera si elle se saisit ou non de l'affaire NY Warrant case qui oppose Microsoft à la Justice américaine.

La décision sera communiquée publiquement au plus tard demain matin heure de Paris.

Comme cette décision fera très certainement l'objet de reprises dans la presse US et Européenne, je me tiens à votre disposition autant que de besoin si vous jugez utile de partager avec nous des éléments relativement à la position Française, issus des travaux Interministériels que le Gouvernement a pu mener.

Très cordialement,

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director
Corporate, External and Legal Affairs
Microsoft France
M : +33 (0) 609 709 599 - @jr_roy | LinkedIn

 Microsoft

This message (including any attachments) is intended only for the use of the individual or entity to which it is addressed and may contain information that is non-public, proprietary, privileged, confidential, and exempt from disclosure under applicable law. If you are not the intended recipient, you are hereby notified that any use, dissemination, distribution, or copying of this communication is strictly prohibited. If you have received this communication in error, notify us immediately by telephone and delete this message. Thank you.

De : Jean Renaud Roy (CELA)
Envoyé : vendredi 6 octobre 2017 16:48
À : 'AUBERT Fabrice' <fabrice.aubert@elysee.fr>
Cc : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>; Marc Mosse (LCA) (marcmos@microsoft.com) <marcmos@microsoft.com>
Objet : UPDATE : Microsoft NY Warrant Case > AMICUS CURIAE

Bonjour Monsieur Aubert,

Je vous prie de trouver en fichier joint la note blanche complétée explicitant les raisons pour lesquelles Microsoft pense que le gouvernement français pourrait trouver opportun, si la Cour suprême des Etats-Unis consent à d'examiner le cas, de produire un Amicus curiae.

Le document est aussi envoyé à Jean-Claude Mallet, Esther de Moustier pour les Affaires Etrangères, Mathieu Herondart pour la Justice, Stephane Fratacci pour l'Intérieur et à la DAJ du MINAE (M. Alabrune) et à David Martinon.

A votre entière disposition. En copie Marc Mossé, Sen. Dir. Government Affairs Europe qui peut aussi répondre à vos questions sur le fond et la procédure.

Très cordialement,

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director

[Numéro de page]

Corporate, External and Legal Affairs

Microsoft France

M : +33 (0) 609 709 599 - @jr_roy | [LinkedIn](#)



This message (including any attachments) is intended only for the use of the individual or entity to which it is addressed and may contain information that is non-public, proprietary, privileged, confidential, and exempt from disclosure under applicable law. If you are not the intended recipient, you are hereby notified that any use, dissemination, distribution, or copying of this communication is strictly prohibited. If you have received this communication in error, notify us immediately by telephone and delete this message. Thank you.

De : AUBERT Fabrice [<mailto:fabrice.aubert@elysee.fr>]

Envoyé : Jeudi 5 octobre 2017 12:20

À : Jean Renaud Roy (CELA) <jeroy@microsoft.com>

Cc : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>

Objet : RE: Microsoft NY Warrant Case > AMICUS / rumeurs sur la position Française

Bonjour,

Comme je vous l'indiquais dans nos précédents échanges, j'ai alerté la DAI du Qual d'Orsay (avec laquelle Mme Mignon était visiblement déjà en relation pour votre compte). Et je comprends en effet qu'il existe un débat interne aux administrations (sur la protection des données des européens vs sur le risque de priver les États européens des moyens d'interroger le DOJ pour ses propres besoins d'enquête).

Nous attendons donc un avis étayé des services pour prendre une décision politique éclairée.

Je crois qu'il était prévu que vous puissiez voir les juristes du Qual ; est-ce qu'un rdv a bien été organisé à ce niveau technique ?

Par ailleurs, j'aurais cru comprendre qu'une décision de la Cour suprême devait être rendue très prochainement si sa volonté ou non de se prononcer sur le litige. A-t-elle été rendue ?

Bien cordialement,

FA

De : Jean Renaud Roy (CELA) [<mailto:jeroy@microsoft.com>]

Envoyé : Jeudi 5 octobre 2017 12:10

À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>

Cc : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>

Objet : Microsoft NY Warrant Case > AMICUS / rumeurs sur la position Française

Importance : Haute

Monsieur,

Je me permets de revenir vers vous concernant ce dossier et l'opportunité pour la France de présenter un AMICUS CURIAE à la Cour Suprême des US.

Vu que le temps avance (deadline 1^{er} décembre), serait-il possible de nous rencontrer, éventuellement en comité avec les représentants des autres administrations, afin que nous puissions répondre à toutes vos questions, tant sur le fond que sur la forme de la procédure, avec Marc Mossé et notre VP Europe John Frank.

En effet, je suis à la recherche d'une clarification suite à des rumeurs entendues à Bruxelles : nous savons bien que le DOJ US mène sa propre campagne concernant le Warrant case. Il nous a été reporté dans l'entourage de Bruno Gencarelli que la France et la Belgique feraient pression afin que si la Commission décidait de présenter un AMICUS, elle devrait le faire EN DEFENSE de l'autre partie, le DOJ US.

J'avoue que nous sommes très surpris, mais nous ne pensons pas devoir donner beaucoup de crédit à ces rumeurs. Toutefois, j'aimerais avoir votre propre sentiment et éventuellement vos éclaircissements.

En ce qui nous concerne, nous savons bien qu'il y a des divergences de point de vue dans les administrations, notamment par exemple des Ministères de l'Intérieur et de la Justice.

Nous sommes tout à fait conscients de la tentation, pour des questions pratiques de poursuites judiciaires que ce qui peut faciliter l'accès aux données par les services Police/Justice est une inclinaison très tentante.

Nous comprenons aussi la nécessité d'ouvrir l'opportunité de discussions entre les US et l'EU pour un accord global, sur le modèle de l'accord US/UK en préparation.

Mais nous sommes convaincu qu'une décision en faveur du DOJ de la Cour Suprême mettra justement fin à toute possibilité de le conclure, parce qu'à ce moment-là l'administration US aura déjà obtenu que seul les Etats-Unis devienne le hub où parviendra les demandes de communication des données.

A votre disposition pour en discuter plus en avant,
En vous remerciant pour votre attention,

Très cordialement,

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director
Corporate, External and Legal Affairs
Microsoft France
M : +33 (0) 609 709 599 - @jr_roy | [LinkedIn](#)

 Microsoft

De : Jean Renaud Roy (CELA)

Envoyé : mercredi 20 septembre 2017 12:31

À : 'fabrice.aubert@elysee.fr' <fabrice.aubert@elysee.fr>

Objet : RE: Microsoft NY Warrant Case > AMICUS sollicité à la France devant la cour suprême des Etats-Unis

Monsieur,

Je me permets de revenir vers vous concernant le NY Warrant Case de Microsoft.

Je vous prie de trouver en fichier joint 2 fiches de synthèse en Français :

- Une rappelant les faits et les arguments qui pourraient faire l'objet d'un AMICUS de la part de la France à la Cour Suprême sur ce case;
- Une sur la procédure à suivre avec, avec des exemples d'affaires où des Etats étrangers ont soumis des AMICUS (notamment concernant la question de l'extraterritorialité des juridictions US), et avec la distinction entre :
 - o Un AMICUS CURIAE en défense ou en appui des conclusions de l'une des parties (Microsoft ou le Gvt US)
 - o Un AMICUS CURIAE à l'appui d'aucune partie

Vous y trouverez aussi le calendrier de la procédure qui implique qu'un AMICUS CURIAE de la France devra être déposé à partir du 1^{er} décembre 2017.

Je me permets de vous solliciter à nouveau, compte tenu des délais, et les contraintes d'agenda de part et d'autre, pour un RDV avec John Frank, notre VP Europe Gov Affairs, bras droit de notre Président et Chief Legal Officer Brad Smith, qui pourra aussi donner le contexte européen.

- Ce qui pourrait être intéressant, ce serait un RDV sous forme de table ronde avec l'ensemble des ministères concernés + les juristes du MINAE, afin que nous puissions aborder et répondre à toutes les questions d'opportunité, sur le fond et de procédure, que vous pourriez avoir.

Je me tiens à votre disposition,
Très cordialement,

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director
Corporate, External and Legal Affairs
Microsoft France
M : +33 (0) 609 709 599 - @jr_roy | [LinkedIn](#)



De : Jean Renaud Roy (CELA)
Envoyé : samedi 16 septembre 2017 11:19
À : AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>; O Cédric <cedric.o@elysee.fr>; Marc Mosse (CELA) <marcmos@microsoft.com>
Objet : RE: Microsoft NY Warrant Case > AMICUS sollicité à la France devant la cour suprême des Etats-Unis

Je vous remercie.
Dites moi si nous devons nous rapprocher de la direction juridique du Quai afin de leur présenter l'ensemble des éléments juridiques et de procédure du dossier.
Sur le fond, et tout particulièrement sur l'opportunité et les arguments que la France pourrait porter si elle souhaite présenter un AMICUS, ce serait utile que nous puissions vous entretenir avec Marc Mossé, en copie, et éventuellement John Frank, notre VP Europe, à l'occasion d'un rdv en fonction de votre agenda.
Je me tiens à disposition de votre secrétariat.
Très cordialement,

Jean-Renaud Roy
Corporate Affairs Director
Microsoft France
+33 609 709 599

De : AUBERT Fabrice
Envoyé le : vendredi 15 septembre 2017 19:38
À : Jean Renaud Roy (CELA); O Cédric
Objet : RE: Microsoft NY Warrant Case > AMICUS sollicité à la France devant la cour suprême des Etats-Unis

Bonjour,
Bien reçu. Oui, le sujet mérite en tout cas que regardions cela de très près. En pratique, ce type de demande est à ma connaissance instruite par la Direction des affaires juridique du Quai d'Orsay, qui est l'Agent judiciaire de la France devant les juridictions étrangères et internationales.
Sauf objection de votre part, je me rapproche donc de mes collègues diplomates pour voir ce que nous pourrions faire. N'hésitez pas à nous dire au fil de l'eau si d'autres Etats européens (j' imagine au moins l'Irlande) seraient prêts à signer.
Je vous tiendrai bien sûr informé,
Bien cordialement,
Fabrice Aubert

De : Jean Renaud Roy (CELA) [mailto:jeroy@microsoft.com]

Envoyé : vendredi 15 septembre 2017 18:04

À : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>; AUBERT Fabrice <fabrice.aubert@elysee.fr>

Objet : Microsoft NY Warrant Case > AMICUS sollicité à la France devant la cour suprême des Etats-Unis

Cédric, Monsieur Aubert,

Comme suite à un échange rapide hier avec Cédric, je souhaitais appeler votre attention sur le NY Warrant case dans lequel Microsoft s'est opposé à la justice américaine qui souhaitait saisir des données personnelles (cadre d'une affaire criminelle) situées dans nos data centers en Irlande, sans passer par les accords de coopération judiciaire (les MLATs).

- J'en ai parlé à David Martinon puisque Le Drian a invité John Frank, notre VP EU à un panel à NY lundi 18, sur un autre sujet, la « Digital Geneva Convention ».

Microsoft a gagné en appel en Juillet 2016 – [ici](#) ce qu'en dit Brad Smith, notre Président et Chief Legal Officer et son blog [ici](https://blogs.microsoft.com/on-the-issues/2016/07/14/search-warrant-case-important-decision-people-everywhere/) : <https://blogs.microsoft.com/on-the-issues/2016/07/14/search-warrant-case-important-decision-people-everywhere/>

Et nous souhaitons poursuivre cette action : <https://blogs.microsoft.com/on-the-issues/2017/06/15/modern-digital-data-laws-balance-law-enforcement-needs-privacy-can-create-model-world/>

Ce qui a aidé à l'emporter dans cette bataille, c'est le soutien de nombreuses industries, dans le monde (dont en Europe), d'Etat (l'Irlande – logiquement > [ici](#)), de parlementaires européens (Albrecht > [ici](#)) exprimé devant la cour de NY sous forme d'AMICUS CURIAE sur les principes ouverts par ce case > ne pas accepter de portée extraterritoriale à des décisions de la Justice américaine.

- Tous les documents, 1^{ère} et seconde Instance et les AMICUS sont [ici](https://blogs.microsoft.com/datalaw/initiative/legal-cases/microsofts-search-warrant-case/) : <https://blogs.microsoft.com/datalaw/initiative/legal-cases/microsofts-search-warrant-case/>

- En fichier joint un résumé de l'ensemble du case

Tandis que Microsoft pousse au vote de nouvelles lois aux US pour éviter entre autres ceci, la Justice US a porté cette affaire devant la Cour Suprême qui, c'est notre analyse, a beaucoup de chance de l'ouvrir (décision de la Cour entre le 6 et le 13 octobre 2017).

Aussi, aujourd'hui, nous souhaiterions solliciter l'Etat Français, comme nous le faisons actuellement auprès d'autres Etats-membres de l'UE, de présenter un AMICUS lorsque cette affaire sera inscrite à l'agenda de la Cour Suprême. Il y a une procédure (que je vous détaillerai plus tard), que connaît la France qui a déjà exercé par le passé cette faculté.

- Ce qui serait possible – et intéressant – c'est d'envisager l'éventualité d'un AMICUS commun porté par plusieurs Etats européens.

En termes d'agenda, cet AMICUS devrait être rédigés pour début décembre et présentés à la cour suprême le 2 janvier 2018.

Pourquoi c'est important :

- Aujourd'hui, seul Microsoft est vraiment en première ligne pour défendre ces principes. Google vient de lâcher, semble-t-il, et ne conteste plus en Justice les demande de saisies de données « overseas » par la justice US. [Lire ici](#)
- Plusieurs arguments outre l'extraterritorialité peuvent être évoqués, mais de notre point de vue, l'argument de l'absence de réciprocité, pas développé lors des première et deuxième instance, peut intéresser en priorité la France, notamment dans la perspective 1/ de la clause de review du Privacy shield 2/ d'un accord de coopération US/UE à réaliser, sur le modèle d'accord en discussion US/UK.

Je me tiens à votre disposition pour vous en parler plus en avant et en détails, à votre convenance, avec notamment Marc Mossé, Directeur affaires gouvernementales pour l'Europe.

Merci beaucoup pour votre attention,

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director
Corporate, External and Legal Affairs
Microsoft France
M : +33 (0) 609 709 599 - [@jr_roy](#) | [LinkedIn](#)



De: AUBERT Fabrice - Secrétariat
Envoyé: mardi 14 novembre 2017 17:57
À: O Cédric - Secrétariat
Objet: TR: Président Microsoft France

Karlma,

Voici le nom des participants Microsoft France à cette réunion du 29 novembre 2017 à 17h30 :

- M. Carlo PURASSANTA, Président
- M. Philippe WALTER, Directeur Développement et Innovation
- M. Jean-Renaud ROY, chargé des Affaires publiques
- M. Bernard OURGHANLIAN, Directeur Technique et Sécurité

Je t'indiquerai ultérieurement la salle où se passera cet entretien.
 Patricia

De : AUBERT Fabrice
Envoyé : lundi 13 novembre 2017 23:25
À : Philippe Walter <philippe.walter@microsoft.com>; O Cédric <cedric.o@elysee.fr>
Cc : AUBERT Fabrice - Secrétariat <secretariat.aubert@elysee.fr>; O Cédric - Secrétariat <secretariat.o@elysee.fr>
Objet : RE: Président Microsoft France

Bonsoir Philippe,
 Pardon pour cette réponse tardive et merci beaucoup pour votre message (SMS bien reçu également).
 Je serai très preneur d'un tel échange et me permets d'y associer Cédric O, qui suit de près les sujets d'IA à l'Elysée.

Je vous propose de monter ce rendez-vous conjointement. Mon secrétariat, en copie, pourra vous proposer des créneaux.

Bien à vous,
 Fabrice

De : Philippe Walter <philippe.walter@microsoft.com>
Envoyé : jeudi 9 novembre 2017 10:01:33
À : AUBERT Fabrice
Objet : Président Microsoft France

Bonjour Fabrice,

J'espère que vous allez bien.

En marge de notre entretien du 27 octobre dernier, nous avons évoqué la pertinence d'organiser une rencontre avec Carlo Purassanta, Président de Microsoft France, pour échanger sur notre stratégie en matière d'intelligence artificielle, d'investissement massif en matière de cloud et de sécurité et de contribution plus générale à la gouvernance de la transformation numérique de notre pays.

J'en ai parlé avec lui et il est tout à fait preneur d'une telle rencontre.

Pourriez-vous éventuellement me donner quelques dates possibles et je me tourne vers son secrétariat pour organiser les choses, puis préparer la réunion.

Merci beaucoup de votre attention.

Bien à vous,

Philippe



Philippe Walter | Directeur Développement et Innovation
Division Secteur Public - Microsoft France
39, Quai du Président Roosevelt | 92130 Issy-les Moulineaux
Tel : +33 1 57 75 24 33 | Mob : +33 6 86 58 25 17
philippe.walter@microsoft.com

De: MARTEL Laurent <laurent.martel@pm.gouv.fr>
Envoyé: mercredi 22 novembre 2017 13:21
À: Jean Renaud Roy (CELA); O Cédric
Objet: RE: personnel et confidentiel

Bien reçu. Mon assistante va contacter la vôtre pour monter ça.
 Nous n'interférons pas dans le traitement, par l'administration fiscale, des dossiers particuliers, même importants, mais je suis preneur d'un échange sur l'évolution de votre politique et votre appréhension générale de la fiscalité des GAFAM.

De : Jean Renaud Roy (CELA) [mailto:jeroy@microsoft.com]
Envoyé : mercredi 22 novembre 2017 12:24
À : O Cédric
Cc : MARTEL Laurent
Objet : RE: personnel et confidentiel

Je te remercie,

A votre disposition M. Martel,

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director
 Corporate, External and Legal Affairs
 Microsoft France
 M : +33 (0) 609 709 599 - @jr_roy | LinkedIn



This message (including any attachments) is intended only for the use of the individual or entity to which it is addressed and may contain information that is non-public, proprietary, privileged, confidential, and exempt from disclosure under applicable law. If you are not the intended recipient, you are hereby notified that any use, dissemination, distribution, or copying of this communication is strictly prohibited. If you have received this communication in error, notify us immediately by telephone and delete this message. Thank you.

De : O Cédric [mailto:cedric.o@elysee.fr]
Envoyé : mercredi 22 novembre 2017 12:21
À : Jean Renaud Roy (CELA) <jeroy@microsoft.com>
Cc : Laurent MARTEL - Cabinet du Premier ministre <laurent.martel@pm.gouv.fr>
Objet : RE: personnel et confidentiel

Salut JR,
 C'est mon ami Laurent Martel, conseiller en charge de la fiscalité, qui est en pointe sur le dossier de la fiscalité des affreux GAFAM ☺
 Je vous laisse prendre contact
 Bien à toi,
 Cédric

De : Jean Renaud Roy (CELA) [mailto:jeroy@microsoft.com]
Envoyé : mercredi 22 novembre 2017 11:30
À : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>
Objet : personnel et confidentiel

Cédric,

Un tout autre sujet : fiscalité.

Les redressements éventuels, de companies comme la nôtre, rencontrent la **problématique de l'absence d'établissement stable** et peuvent donc être mis en échec. Ce qui peut poser un pb de cohérence, au moins d'affichage, avec les propositions du Gouvernement d'améliorer la fiscalité effective des « géants » du numérique.

On aimerait t'en parler, ainsi qu'aux conseillers que tu juges utile d'associer, parce que des montants bien plus élevés que ceux des contentieux avec l'administration fiscale connus cette années pour d'autre entreprises, pourraient fuiter prochainement dans la presse et témoigner de l'impuissance politique / publique.

De fait, nous almerions te présenter

[Faint, mostly illegible text, possibly containing a list of items]

TA-Paris 1923995 - reçu le 18 mars 2022 à 15:35 (date et heure de métropole)

Bien à toi,

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director
Corporate, External and Legal Affairs
Microsoft France
M : +33 (0) 609 709 599 - @jr_roy | [LinkedIn](#)



This message (including any attachments) is intended only for the use of the individual or entity to which it is addressed and may contain information that is non-public, proprietary, privileged, confidential, and exempt from disclosure under applicable law. If you are not the intended recipient, you are hereby notified that any use, dissemination, distribution, or copying of this communication is strictly prohibited. If you have received this communication in error, notify us immediately by telephone and delete this message. Thank you.

De: Jean Renaud Roy (CELA) <jeroy@microsoft.com>
Envoyé: mercredi 22 novembre 2017 11:30
À: O Cédric
Objet: personnel et confidentiel

Cédric,

Un tout autre sujet : fiscalité.

Les redressements éventuels, de companies comme la nôtre, rencontrent la problématique de l'absence d'établissement stable et peuvent donc être mis en échec. Ce qui peut poser un pb de cohérence, au moins d'affichage, avec les propositions du Gouvernement d'améliorer la fiscalité effective des « géants » du numérique.

On aimerait t'en parler, ainsi qu'aux conseillers que tu juges utile d'associer, parce que des montants bien plus élevés que ceux des contentieux avec l'administration fiscale connus cette années pour d'autre entreprises, pourraient fulter prochainement dans la presse et témoigner de l'impulssance politique / publique.

De fait, nous almerlons te présenter

[Redacted content]

Bien à toi,

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director
Corporate, External and Legal Affairs
Microsoft France
M : +33 (0) 609 709 599 - @jr_roy | [LinkedIn](#)



This message (including any attachments) is intended only for the use of the individual or entity to which it is addressed and may contain information that is non-public, proprietary, privileged, confidential, and exempt from disclosure under applicable law. If you are not the intended recipient, you are hereby notified that any use, dissemination, distribution, or copying of this communication is strictly prohibited. If you have received this communication in error, notify us immediately by telephone and delete this message. Thank you.

TA-Paris 1923995 - reçu le 18 mars 2022 à 15:35 (date et heure de métropole)



**PREMIÈRE
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général du Gouvernement

Paris, le 22 juin 2022

Référence : dossiers 1922368-1922369

Monsieur,

En exécution du jugement rendu par le tribunal administratif de Paris le 27 mai 2022, vous voudrez bien trouver en pièces jointes les documents sollicités.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations les meilleures.

Laure Durand-Viel

M. Alexandre Lechenet



Microsoft

26.7

{ Valérie Grosjean Présidente
Jean-Renaud Roy

- Chargé d'ingénierie de la FR
- Transformation unique des entreprises
 - ↳ collaborative
 - ↳ innovatrice (disruptive)
 - ↳ processus internes
 - ↳ relations clients.
- IA : particularités de vente.
- Partenariat avec l'INRIA
 - (labo commun les deux)
 - le client apportée par l'industrie
 - Assistance personnelle certains
 - Skype traduction
- Outils de développement ne sont disponibles (ex. Polyhed)
- Toolkit : reconnaissance faciale
- Spécifications des dispositifs de grand volume
- 3 DATACENTERS : IDF + PACA
- Visite Satya Nadella au mois de février/mars
- France : câble méditerranéen & nouveau hub.
concurrents DE et UK. Rap. SECNUMCLOUD.
↳ question sur le lieu du pilote
- Coopération très étroite
des startups.

SGG Contentieux

De: NUSSBAUMER Jonathan
Envoyé: lundi 17 juillet 2017 15:02
À: O Cédric; AUBERT Fabrice
Cc: AUBERT Fabrice - Secrétariat; NUSSBAUMER Jonathan Secretariat
Objet: RE: rdv Microsoft France - Président Vahé Torossian

OK pour moi.

De : O Cédric [mailto:cedric.o@elysee.fr]
Envoyé : lundi 17 juillet 2017 11:45
À : AUBERT Fabrice; NUSSBAUMER Jonathan
Cc : AUBERT Fabrice - Secrétariat; NUSSBAUMER Jonathan Secretariat
Objet : TR: rdv Microsoft France - Président Vahé Torossian

Vous pourriez être là ? Désolé, je n'avais pas prévu que cela concerne autant vos sujets. Dites moi si vous voulez qu'on décale pour pouvoir être présents

De : Jean Renaud Roy (CELA) [mailto:jeroy@microsoft.com]
Envoyé : lundi 17 juillet 2017 11:42
À : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>
Cc : O Cédric - Secrétariat <secretariat.o@elysee.fr>
Objet : RE: rdv Microsoft France - Président Vahé Torossian

Je prends pour 17H le 26/07, je te remercie, c'est super.
Je l'accompagnerai.

Au niveau de l'agenda, on te propose :

- IA
- transformation digitale de l'administration.

On peut aborder d'autres sujets à ta convenance (E-Evidence, Encryption, cloud, etc).

J'ai un nouveau sujet aussi : TV White Space > Microsoft lance un plan, dans plusieurs pays dont US et UK, afin d'équiper les zones rurales en THD via une technologie utilisant les fréquences TV disponibles dans les 600 MHz (il y en a en France). Cette techno coûte 80% moins cher que la fibre pour ces zones difficiles à aménager et peu rentables pour les telcos et les collectivités. On en discute si tu veux, cela peut rentrer dans l'engagement de campagne du PR pour amener le haut débit partout. Voici le lien vers l'annonce faite le 11/07 pour les US (2 millions de personnes couvertes par ces technos en 2022) <https://blogs.microsoft.com/on-the-issues/2017/07/19/rural-broadband-strategy-connecting-rural-america-new-opportunities/>

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director
Corporate, External and Legal Affairs
Microsoft France
IA - #23 (0) 609 709 159 - @jr_roy | LinkedIn



De : O Cédric [mailto:cedric.o@elysee.fr]
Envoyé : lundi 17 juillet 2017 11:26
À : Jean Renaud Roy (CELA) <jeroy@microsoft.com>
Cc : O Cédric - Secrétariat <secretariat.o@elysee.fr>
Objet : RE: rdv Microsoft France - Président Vahé Torossian

On peut dire le 26 16h ou 17h
@+

De : Jean Renaud Roy (CELA) [<mailto:jroy@msn.com>]

Envoyé : lundi 17 juillet 2017 11:21

À : O Cédric <cedric.o@elysee.fr>

Objet : RE: rdv Microsoft France - Président Vahé Torossian

Bonjour Cédric,

Merci pour ta patience, comme tu voulais voir mon Président, j'ai eu qq difficultés à lui trouver des dispo parce qu'il est aux US une grande partie de juillet. Par contre il revient en France du 26 au 27 au soir.

Le 26 matin ce sera trop court, il atterrit vers 10H, est-ce que tu peux décaler dans l'aprem, sachant que nous avons un RDV à 19H15 avec Mounir. Sinon le 27 matin ?

Dis-moi,

Bien à toi,

Jean-Renaud ROY | Corporate Affairs Director
Corporate, External and Legal Affairs
Microsoft France
M: +33 (0) 677 709 159 - [@jr_roy](mailto:jr_roy) | [LinkedIn](#)

